

TRAVAILLEURS

Parti Communiste Marxiste Léniniste



Mensuel — N°21 — Juillet-Août 1984 — 9,00 F

ISSN 0754-281 X

LES EUROPEENNES Entretien avec Jean-Luc PARODI

CRISE DU COMMUNISME ET RENOUVEAU

LA DROITE ET SES EXTREMES

LE TIERS MONDE FACE A L'ENDETTEMENT

SOMMAIRE

Les quotas laitiers — Savary's story, suite	2
Editorial	3
Des résultats aux Européennes : entretien avec Jean-Luc Parodi	4-5-6-7
Combattre la droite et ses extrêmes	8 et 16
Immigration	9
Crise et renouveau du communisme	10-11
Parlons ensemble des municipales de Brétigny	12-13-14
Dammarié-les-Lys : effondrement de la gauche aux municipales	15
Les dettes du Tiers Monde	17-18-19
Provence-Côte d'Azur : du neuf chez les tiers-mondistes	19-20-21
Martinique : le peuple disposera de son avenir	22
Bernard Lavilliers : Tout est permis, rien n'est possible	23
Des livres pour les vacances	24



LES QUOTAS LAITIERS

Ça y est, le couperet est tombé. Les gouvernements européens ont tracé les objectifs inévitables de la diminution de la production laitière européenne. Pour la France, cette régression sera de 2% de la production 1983 pour la campagne laitière 84-85 et de 3% (base 83 toujours) pour la campagne 85-86. D'où une diminution de quelque 3 millions de tonnes de lait en deux années.

La raison de cette décision est que les excédents laitiers seraient devenus financièrement impossibles à gérer pour l'Europe. Mais est-ce vraiment cette conséquence qui aboutit à la notion de « quotas » ? Depuis une quinzaine d'années, la production laitière a connu une transformation technologique sans précédent : augmentation de la production par vache, création de troupeaux plus importants par exploitation, maîtrise des cycles de production, amélioration de la sélection, progrès dans la qualité de la matière première lait. Rien de condamnable en soi dans ces évolutions. Mais le premier bilan en est la baisse du revenu agricole moyen. De plus, le processus d'élimination des petites exploitations s'est poursuivi à un rythme accru.

Voilà un résultat fort caractéristique du développement anarchique dans le système capitaliste. La similitude est grande avec la sidérurgie, par exemple ; ce sont toujours les mêmes qui paient les conséquences : les travailleurs des villes et des campagnes.

Alors pourquoi des quotas en réalité ? Parallèlement aux conséquences pour le producteur laitier, une destruction-restructuration de la transformation laitière (industrie et coopérative) s'est sans cesse développée. De grands groupes à caractère monopoliste sont apparus : Union laitière normande, Sodimat Yoplait, Bel, BSN Gervais-Danone, Besnier, etc. Le prix de cette restructuration a été payé par la spoliation du travail paysan par des prix du lait trop bas. Mais voilà, l'élimination des « canards boiteux » n'est pas assez rapide. Trop de petits restent encore en activité. La rigueur du capital appelle d'autres coupes sombres, profit exige. Voilà en fait la véritable raison des quotas : faire disparaître au

moindre coût social celui qui produit la mauvaise qualité, le petit.

L'entreprise ne doit plus ramasser quotidiennement les 100 ou 200 litres de lait, cela revient trop cher. Quelle solution de rechange pour ces gens de 50 à 60 ans ou plus ? Rien ou presque. Les quelques indemnités (maximum : 45 700 Frs) ne suffiront pas à remplacer la seule source de revenu que constituait pour eux la production du lait.

Bien sûr l'avenir n'est pas sombre pour tout le monde. Dans cette crise, certains s'en sortent plutôt bien. Par contre que reste-t-il de la retraite du petit producteur une fois nourri et logé ? Autre avenir sombre : celui des 8 000 ouvriers et employés de laiteries promis à un licenciement par suite de fermetures d'entreprises et de concentration des autres.

Michel PAPIN

Les trois mesures pour inciter à la cessation de production laitière :

1. Allocation annuelle d'attente : pour les agriculteurs de 55 ans jusqu'à la retraite, basée sur le litrage livré. Maximum 32 025 francs chaque année jusqu'à la retraite.

2. Prime de non-livraison : pour les plus de 65 ans qui doivent prendre leur retraite. 18 300 francs en une seule fois.

3. Prime de conversion (vers quoi ?) : avoir plus de 45 ans. 45 700 francs en une fois.

Savary's story — suite

La manifestation du 24 juin sur le thème des libertés soi-disant menacées par la loi Savary a été pour la droite une étape importante dans sa stratégie de reconquête du pouvoir. A gauche également, on a resserré les rangs, les responsables du CNAL poussant un ouf de soulagement (« on a évité le pire ») après les amendements modifiant le projet initial du 16 mars, certains ayant été jusqu'à parler d'« avancée significative ».

Qu'en est-il exactement ? Il semble bien que Savary ait renoncé à trouver son « point d'équilibre » entre partisans du public et du privé (voir *Travailleurs* n°18), son unique ambition étant d'éviter la rupture... avec sa propre majorité ! Certains amendements ne peuvent sans doute se comprendre que dans ce contexte : ainsi la possibilité offerte aux communes — contrairement au projet initial — de ne pas financer les écoles privées, l'Etat prenant alors en charge la plupart des frais ; de même la « moralisation » dont parle le CNAL, concernant le fonctionnement du privé : crédits limitatifs au privé ; pas de possibilité, là où n'existe pas déjà de maternelle publique, d'en ouvrir une privée ; l'EIP — Etablissement d'intérêt public — avec conseil d'administration élu où siègeront les représentants des parents et des personnels, permettant une certaine « transparence » dans la

gestion des fonds alloués au privé ; perspective de titularisation inscrite maintenant dans le texte de loi ; notion de respect du droit du travail et d'égalité de traitement des associations de parents d'élèves, etc.

Mais fondamentalement, rien n'est changé. La loi Savary pérennise le dualisme scolaire. Elle n'engage pas le système éducatif dans une direction conforme aux aspirations du mouvement ouvrier et populaire. Peut-on en effet quelque peu lutter contre l'échec scolaire qui frappe massivement les enfants de milieux défavorisés, si se renforcent deux écoles, dont l'une, par l'hyper-sélection exercée à l'entrée (le privé scolarise proportionnellement moins d'immigrés que le public) serait l'école de la réussite, l'autre celle de l'échec massif ?

Il y a pire : n'y a-t-il pas dans la loi Savary, par le biais des EIP, structures communes public-privé, la reconnaissance implicite de la concurrence entre établissements à travers l'utilisation de la notion de projet pédagogique, par le contrôle accru des collectivités locales dans le cadre de la décentralisation, risque d'une privatisation, d'une soumission renforcée de l'école aux notables locaux et aux besoins immédiats du patronat ?

Philippe MUNIZ

Travailleurs a bientôt deux ans. Lors de son lancement, nous interrogions : « Dans le maquis touffu des publications, Travailleurs trouvera-t-il sa place ? » Sa diffusion s'est consolidée, son impact quelque peu élargi dans l'ombre de la feuille hebdomadaire PCML-Flash qui lui est complémentaire.

Mais soyons sans détours : Travailleurs n'a pas « décollé », et comme bien des hebdomos et des mensuels militants, il connaît des difficultés pour tenir. Les raisons en sont multiples. Elles sont d'ordre financier. La liberté de presse et d'expression existe en ce pays, mais c'est une liberté qui coûte cher, très cher. Et chaque année, les augmentations des coûts matière, des tarifs postaux déséquilibrent un budget bien fragile que soutient l'effort des militants et amis. En septembre 84, la rentrée sera difficile pour Travailleurs.

Mais le manque cruel d'argent et de moyens, l'absence de journalistes professionnels et de compétences, la quasi impossibilité d'accès aux grands réseaux de diffusion n'expliquent pas tout.

On doit évoquer les difficultés de la presse en général, celles de quotidiens pourtant confirmés comme *Le Monde* et *Le Matin*... Effets de la concentration financière et du développement des nouveaux médias sans doute.

La presse de parti souffre davantage encore. Celle d'« extrême-gauche » encore plus ; révolu le temps où elle s'est permis trois quotidiens en parallèle !

« Presse de parti pris et de langue de bois », « rabâcheuse et partielle », tranchent fort sévèrement ceux qui s'en sont éloignés. Et c'est là un surprenant paradoxe que de voir ainsi condamnés des efforts militants, acharnés et bénévoles, pour dire des vérités, pour révéler des réalités, celles de la vie, des luttes des travailleurs et des peuples du monde, que la grande presse, la presse d'argent, quasi systématiquement tait !

Reste entière la question : comment s'exprimer ? S'exprimer autrement et partout, dans notre propre presse mais aussi dans d'autres presses, sur les radios et sur les antennes. La bataille pour l'expression la plus large, la plus diverse, par tous les canaux de la vie sociale concerne l'ensemble du mouvement syndical, associatif, l'ensemble des rangs ouvriers et populaires et de la jeunesse. Il y faudra de la persévérance, et aussi un esprit d'ouverture ; il faudra unir toutes les forces, et aussi rompre avec de vieilles habitudes. Et nous y œuvrerons.

Pourtant, l'expression écrite propre de notre parti n'est nullement devenue caduque pour autant, même si nous tâtonnons pour accroître son efficacité, même si elle est une gageure quotidienne contre le risque de disparition pour cause financière. PCML-Flash a dissipé bien des méconnaissances et des malentendus entre nous et d'autres militants ; il crée un lien dont nous mesurons souvent combien il est précieux en cette période.

De multiples feuilles locales et régionales du PCML, tissent, elles aussi des contacts plus immédiats, directement inscrits dans l'action quotidienne, plus organisateurs. Mais cela ne suffit pas à nous expliquer, à échanger, à enquêter, à centraliser notre réflexion collective.

Voilà dans quel sens nous nous proposons d'infléchir *Travailleurs* : moins d'articles généraux, commentaires hâtifs de l'actualité, plus de dossiers, d'enquêtes, d'échanges et d'éléments de réflexion sur les thèmes-clés, au cœur de l'action politique d'aujourd'hui, là où notre expérience militante collective, où nos références politiques propres, sont susceptibles d'apporter du solide et du neuf au débat et à l'action du mouvement ouvrier et populaire.

Nous proposons d'essayer cette formule pour un an, dès septembre prochain, assurés que l'appui militant, rédactionnel et financier, qu'un effort exceptionnel d'abonnement des lecteurs, amis et camarades, seront une fois encore décisifs pour gagner le pari.

Camille GRANOT

GAGNER LE PARI

Entretien entre Jean-Luc PARODI, maître de recherches au CEVIPOF* et Pierre BAUBY, membre du Secrétariat politique du PCML

Des résultats aux Européennes

Pierre BAUBY : Commençons par parler des spécificités des élections européennes du 17 juin : elles n'avaient pas d'enjeu institutionnel direct en France, ce qui a joué à la fois sur les abstentions et les votes, ce qu'ont montré les sondages « sortie des urnes », les électeurs du 17 juin manifestant des intentions de vote assez différentes en cas de législatives. D'autre part, il s'agissait d'élections « intermédiaires », défavorables aux majorités en place, ce qui s'est vu dans les autres pays européens.

Enfin, un taux record d'abstentions qui interdit des extrapolations directes.

Jean-Luc PARODI : Il y a quatre dimensions de l'élection européenne. C'est une élection sans enjeu clair aux yeux des électeurs, ce qui pose problème pour l'avenir de cette élection si elle devient une élection de flagellation des partis au pouvoir. C'est une élection « intermédiaire ». C'est une élection proportionnelle, alors que la France vit à un rythme majoritaire. La France est le seul pays qui change son principe électoral à l'occasion de cette consultation. Et l'on sait l'effet d'un changement de logique électorale dans les résultats.

Enfin, c'est une élection nationale

en ce sens qu'elle offre à tous les électeurs le même choix, un peu comme l'élection présidentielle : le poids des personnalités, des notables locaux disparaît, c'est sur l'image nationale des formations et des leaders que le jugement se fait ; il y a des partis pour lesquels c'est bon et d'autres pour lesquels c'est particulièrement mauvais. C'est le mélange de ces quatre particularités qui donne les clés pour comprendre, avec en plus l'absence d'un des protagonistes de la « bande des quatre », le RPR. Tout cela permet de comprendre à la fois l'abstentionnisme, la régression communiste et Le Pen.

UN ABSTENTIONNISME DIFFÉRENTIEL ET

DES DECROCHAGES DANS L'ELECTORAT DE GAUCHE

P.B. : Il y a 4% d'abstentions de plus qu'en 1979, c'est un taux record. Les sondages « sortie des urnes » ne nous apprennent rien sur les abstentionnistes. Mais il y a eu un sondage post-électoral SOFRES-Figaro qui confirme ce que l'on avait vu au niveau de la différenciation des abstentions selon les villes, les quartiers : un abstentionnisme plus important dans les quartiers populaires. Le sondage montre que se sont abstenus 31% des cadres supérieurs et professions libérales et 47% des ouvriers ; au moins 40% des électeurs de François Mitterrand du 10 mai et 25% de ceux de Giscard d'Estaing. Alors qu'en 1979 l'abstentionnisme était réparti de manière assez homogène dans l'électorat, il y a là une évolution.

J.L.P. : C'est un phénomène très important pour moduler l'interprétation immédiate du scrutin. D'abord, c'est un record quasi absolu à une élection, même si, je crois, il y a eu des canotons dans les années 70 avec 46%

d'abstentions. C'est d'autant plus important que la consultation n'a pas confirmé certaines attentes des instituts de sondages, qui s'attendaient à une légère augmentation de la participation. Dans cette différence entre les annonces des électeurs et les résultats, il y a bien le signe d'un acte politique d'une fraction des abstentionnistes. C'est un abstentionnisme différentiel, ce que confirme le fait que les formations gouvernementales ont moins reculé dans les pays où il y a vote obligatoire. Une série d'enquêtes montre que l'abstentionnisme est beaucoup plus fort chez les anciens électeurs de François Mitterrand que chez ceux de Valéry Giscard d'Estaing, tout en pensant que s'ils avaient voté, ils auraient pour partie enregistré les mêmes évolutions. Mais le rapport de forces global aurait été considérablement modifié.

P.B. : Jérôme Jaffré, dans *Le Monde*, a fait le calcul du rapport de forces gauche-droite : en prenant les chiffres

bruts et en répartissant les électeurs ERE et écologistes en fonction de leurs intentions de vote à des législatives, il obtient 40-60 ; en supposant que les abstentionnistes aient voté pareil que ceux qui se sont exprimés, il obtient 43-57.

J.L.P. : Je vais même un peu plus loin. Je pense que si le rapport de forces de ceux qui ont voté est à peu près 41-59, on s'approche de 44 à 45 pour la gauche, 55 à 56 pour la droite dans les enquêtes faites depuis avec des choix électoraux obligeant les électeurs potentiellement écologistes à se répartir. C'est un rapport de forces très mauvais pour la gauche, mais nettement moins que celui enregistré le 17 juin.

P.B. : Pour regarder les forces en présence, on peut utiliser à la fois les résultats bruts, en pourcentage des exprimés ; les évolutions en voix, c'est-à-dire le pourcentage par rapport aux inscrits ; les sondages « sortie des urnes » et

post-électorales. Il faut cependant souligner que les sondages « sortie des urnes » ne concernent que les électeurs qui ont voté le 17 juin et non l'ensemble du corps électoral. Cela empêche de généraliser, ce qu'a fait le *Nouvel Observateur* en écrivant que « 19% des électeurs de François Mitterrand ont voté à gauche ». En fait, sur les électeurs de François Mitterrand du 10 mai 1981, 40% se sont abstenus, 10% ont voté pour la droite et 50% ont voté pour la gauche.

J.L.P. : C'est tout à fait important. C'est une erreur que l'on fait facilement. Mais dans l'échec de la gauche, il y a finalement deux décrochages et un abandon partiellement provisoire. Le premier décrochage a été enregistré aux municipales. Un peu plus de 10% des électeurs de François Mitterrand, qui ont voté aux municipales, sont passés à droite aux municipales et y sont restés cette fois-ci. Il y a un second décrochage qu'il faut chiffrer avec prudence car il ne porte que sur ceux des électeurs de François Mitterrand qui ont re-

voté aux européennes, qui s'étaient maintenus en faveur des listes de gauche aux municipales et qui sont cette fois-ci passés à droite. C'est à peu près 10% des électeurs de François Mitterrand qui ont voté cette fois-ci. C'est l'accumulation de ces deux décrochages, plus l'abstentionnisme différentiel, qui explique le taux record de l'échec de la gauche. Il semble que dans ces deux décrochages, il s'agisse d'un électorat de même nature, difficilement identifiable à un groupe social et dont les deux principales caractéristiques sont de ne pas être structuré par les grands vecteurs qui organisent l'opinion, ce ne sont pas des catholiques organisés par l'Eglise catholique, ou proches, ce ne sont pas des syndiqués, et d'autre part, plutôt des électeurs centristes. Une partie des électeurs qui franchissent le pas entre la gauche et la droite le font en parlant d'avertissement et non d'opposition et pour partie disent souhaiter une victoire de la gauche aux élections législatives. C'est un électorat qui n'est pas entièrement fixé.

P.B. : Si l'on regarde par groupes socio-professionnels, alors que la victoire de François Mitterrand en 1981 avait été assurée par le transfert de « couches moyennes », on retrouve des phénomènes plus classiques : 50% des cadres moyens, 65% des cadres supérieurs, 71% des professions libérales, 77% des industriels qui ont voté ont voté à droite. 1981 était une exception.

J.L.P. : Tout à fait. C'était déjà sensible aux municipales. On a vraiment l'impression que le vote structuré par les variables sociales est plus fort depuis 1981 qu'il ne l'était dans la période antérieure. On a du mal aujourd'hui à trouver des groupes sociaux dans lesquels le vote de gauche est majoritaire, tout en sachant qu'il ne faut pas être entièrement dupe des catégories qu'on utilise. La catégorie ouvrière est unique et nombreuse, alors que les catégories les plus bourgeoises sont nombreuses. Ceci dit, il reste vrai que l'écart entre les groupes sociaux est plus fort qu'il ne l'était dans la période antérieure à 1981.

LE PARTI SOCIALISTE SE DEGONFLE

P.B. : Si l'on prend le résultat du PS, on constate un léger recul en pourcentage des exprimés, mais il y avait le MRG en 1979 sur la liste. Par contre, en nombre de voix, la liste Jospin ne fait que la moitié de celui de François Mitterrand au premier tour des présidentielles de 1981.

J.L.P. : On n'obtient effectivement pas la même lecture des résultats quand on raisonne par rapport aux exprimés et par rapport aux inscrits. C'est vrai aussi pour le phénomène Le Pen : l'une

des raisons qui lui fait obtenir de bons pourcentages dans les bureaux de vote les plus populaires, tient au fait que ces bureaux sont les plus abstentionnistes. L'abstentionnisme différentiel frappe aussi le PS, qui est l'un des battus de cette élection. Je crois aussi que le PS est structurellement dans notre jeu politique à quatre acteurs un parti gonflable et dégonflable, infiniment plus que le PCF. La gauche recule. Son recul est spectaculaire. Mais quand on reviendra à des élections de mobilisation classique, le PS me paraît avoir plus de chan-

ces de regonfler partiellement que le PCF. En un sens, la chute du PS, qui est peut-être plus forte, est probablement sur le long terme moins grave.

P.B. : D'ailleurs, les sondages « sortie des urnes » sur les intentions de vote pour des législatives donnent 24 à 27% au PS.

J.L.P. : Et encore, cela ne concernait que les électeurs ayant voté le 17 juin. Il n'est pas exclu que le PS remonte autour de 30% dans une consultation normale.



Le tome IV de l'ouvrage de Jacques JURQUET : *LA RÉVOLUTION NATIONALE ALGÉRIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS* est sous presse. Son titre : *ALGERIE 1945-1954 : DES ÉLECTIONS À LA LUTTE ARMÉE* (445 pages). Il sera disponible dans les librairies dans quelques semaines au prix de 140,00 F. Pour pouvoir maintenir ce prix, déjà élevé, il nous faudra payer les fournisseurs sans délai. Aussi lançons-nous une souscription spéciale jusqu'au 31 juillet 1984, date limite.

Je désire recevoir exemplaires du Tome IV de J. JURQUET au prix souscription de 113,10 F, port compris (13,10 F). Les versements et commandes sont à adresser à E100 - Editions du Centenaire - 24, rue Philippe de Girard 75010 Paris.

NOM
Adresse

(*) CEVIPOF : Centre d'études de la vie politique française contemporaine de la Fondation nationale des Sciences politiques

LE REcul DU PCF

P. B. : Le calcul en pourcentage des inscrits est intéressant pour examiner le recul du PCF. Sous la IV^e République, il avait 20 à 21% des inscrits. De 1958 à 1978, de 15 à 17%. La chute de 1981, déjà enregistrée en 1979, autour de 12% et cette fois-ci 6,1%.

J. L. P. : L'évolution par rapport aux inscrits montre bien les deux grands décrochages, celui de 1958 et celui de 1980-1981. Ce serait cependant une erreur de la dater de 1979, car à l'époque la chute affecte les quatre grandes forces. Le phénomène de 1984 n'est pas de même nature que la chute de 1981. Il y avait eu transfert d'un électoral à un autre et cela s'est retrouvé à toutes les élections partielles. Alors que pour 1984 la chute du PCF tient pour la moitié sinon pour les deux-tiers à l'abstentionnisme différentiel, aggravé par de petits transferts vers le PS, un peu l'extrême-gauche et un tout petit peu en faveur de Le Pen. On possède des indicateurs de nature différente sur le PCF. La diversité des instruments for-

me la « fourchette ». Aux cantonales de 1982, avec des candidats bien implantés, le PCF faisait à peu près 15%, ce qui était mauvais signe car il fait à peu près 1 à 2% de plus aux cantonales qu'aux législatives. Aux cantonales partielles depuis, on a constaté une nouvelle régression par rapport à 1982. Quand on juge le PCF sur son image, sur son leader, on constate une stabilisation au plus bas depuis un an. J'aurais tendance à dire aujourd'hui que la fourchette va de 12 à 14%, soit une légère régression par rapport à 1981. C'est important, car si le PCF obtient autour de 14% aux cantonales de mars 1985, on aura tendance à dire qu'il remonte, ce qui ne sera pas le cas. Quand on mesure sa force sur ses notables, on est en haut de la fourchette.

P. B. : En tout cas, cela montre que les premières explications données au lendemain de 1981 sur l'élection présidentielle qui défavorise et sur le vote utile, explications conjoncturelles, ne tiennent pas la route.

J. L. P. : Elles tiennent d'autant moins la route que je crois que le vrai décrochage enregistré en 1981 s'est produit en 1980, à la suite de l'effet produit par la déclaration de Georges Marchais approuvant l'entrée des troupes russes en Afghanistan, faite de Moscou, avec l'aspect spectaculaire donné par le secrétaire général du PCF. A partir de ce moment-là, on a vu dans un baromètre qui ne devrait pas être sensible à cela, les cantonales partielles, une chute brutale et régulière tout au long de 1980. Cette déclaration apparaissait aux yeux d'une fraction de l'électorat communiste comme un révélateur de tout ce qui s'était produit, en particulier en 1977 et 1978. Ils l'ont compris comme une « resoviétisation » du PCF, ouvrant un modèle d'explication des difficultés internes de la gauche, de la crise de 1977, donc de l'échec électoral de 1978, avec toutes les désillusions qu'il avait provoquées. Cela dépasse de beaucoup le vote utile d'un premier tour d'élection présidentielle.

LA DROITE ET L'EXTREME-DROITE

P. B. : On peut maintenant parler de la droite. L'ensemble, avec l'extrême-droite, enregistre un succès évident. Mais il tient plus à la baisse de la gauche. En pourcentage des inscrits, la droite fait 5% de mieux qu'en 1979, mais 6,6% de moins qu'au premier tour des présidentielles de 1981. Il y a une mobilisation qui n'est pas totale de l'électorat de droite, malgré une campagne très active, de vote-sanction à l'égard du gouvernement; il y a aussi un abstentionnisme de droite.

J. L. P. : C'était une consultation d'opinion. Seuls ceux qui avaient une opinion et avaient envie de la manifester sont allés voter. Parmi les électeurs de droite, certains ne l'ont pas fait. Mais, en même temps, le succès de la droite ne vient pas seulement de l'insuccès de la gauche, dans la mesure où elle est arrivée à faire venir à elle des électeurs qui avaient voté Mitterrand en 1981. Il y a quand même un succès d'attirance. C'est sur ces électeurs qui changent de camp, sans être tout à fait assurés du bien-fondé de leur chan-

gement, que se joueront les législatives de 1986.

P. B. : Si l'on regarde le score de Le Pen, il faut d'abord le relativiser par rapport aux inscrits puisqu'il s'agit là d'un électoral très « mobilisé ». Mais c'est bien au-dessus de ce qu'avaient envisagé les sondages.

J. L. P. : Le dernier sondage IFOP publié donnait 7,5% mais on savait qu'on avait affaire à une sous-estimation dans les enquêtes : certains interviewés n'osaient pas encore le dire. C'est un vote de catégories relativement favorisées, ou en tout cas de professions indépendantes qui se sont mobilisées à cette élection et qui vont moins peser lors d'une consultation de grande mobilisation. La chose importante pour comprendre le vote Le Pen est l'absence du RPR. Nous sommes habitués à une quadri-polarisation du système. Quand il y a une force qui est absente, en particulier lorsque c'est celle qui occupe l'espace de droite un peu populiste et violemment anti-gauche, il y a place

pour quelque chose encore plus populiste et anti-gauche. D'ailleurs, quand on regarde les premiers succès du Front national, indépendamment du thème autour duquel ils sont apparus, celui de l'insécurité et de l'immigration, ils ont toujours eu lieu là où il y avait liste unique de l'opposition non dirigée par un RPR. L'existence d'une liste unique de la droite ouvrait un espace à Le Pen.

P. B. : Les spécificités du scrutin jouent beaucoup : la liste commune de la droite, l'absence d'enjeu institutionnel, le scrutin proportionnel. Le sondage demandant aux électeurs du 17 juin ce qu'ils voteraient pour des législatives ramène le score du Front national à 6%.

J. L. P. : C'est un paradoxe de cette élection qu'à une élection proportionnelle les deux grands partis de l'opposition qui ont du mal à se mettre d'accord pour des candidatures uniques à des scrutins majoritaires, fassent une liste commune. Les explications sont faciles à trouver dans la perspective des consultations à venir, mais c'est une erreur politique, en particulier du

RPR. Le score de 11% de Le Pen est un bon score de proportionnelle mais un mauvais de majoritaire. Le chiffre est spectaculaire et limité. D'autant plus qu'aux prochaines consultations il y aura de nouveau le RPR. Dans les enquêtes, si l'on met le RPR, près de la moitié des électeurs de Le Pen disparaissent.

P. B. : Une grosse partie de l'électorat de Le Pen est effectivement un électoral de droite radicalisé, mais il n'y a pas que cela. Quand on regarde les catégories sociales, il fait 9% chez les ouvriers, 9,5% chez les employés. Même s'il fait 14 à 17% des cadres supérieurs, 22% des industriels, il y a une assez grande répartition dans les catégories sociales qui interdit de parler de néo-poujadisme.

J. L. P. : Je crois que ce n'est pas un néo-poujadisme. D'une part, il y a un accueil particulier dans les professions indépendantes dans lesquelles le glissement de l'UDF et du RPR a été le plus fort. Il y a aussi une sorte de base ouvrière qui vient sans doute plus de l'électorat flottant, du vote protestataire et qui manifeste sensiblement à la fois un refus de la gauche et un refus du système. On a vu la droite au pouvoir avant 1981, on a vu la gauche, et la seule manière d'exprimer le sentiment de refus est de voter Le Pen. C'est en quelque sorte un effet de l'alternance. Les seuls qui n'aient pas fait la démonstration de ce qu'ils pouvaient faire au pouvoir, se trouvent à

l'extrême-droite ou, le rapprochement est un peu osé, parmi les formations trotskystes.

P. B. : Quand on regarde les motivations des électeurs de Le Pen, viennent en tête l'insécurité et l'immigration, alors que celle-ci est peu citée en moyenne. De même les meilleurs résultats de Le Pen se constatent dans les zones urbaines, là où il y a de forts taux de chômage et d'immigration.

J. L. P. : J'aurais tendance à penser qu'on voit trois choses un peu différentes. D'abord, un vote pied-noir et méridional : 20% des pieds-noirs. C'est une vieille tradition. Il y a aussi un vote de banlieues urbaines, lié à la présence d'immigrés, avec cette réserve que le phénomène est un peu atténué par rapport aux inscrits, du fait de la forte abstention. Mais on trouve aussi un vote Le Pen de beaux quartiers. C'est le vote de ces professions indépendantes manifestant leur refus de la gauche, de sa fiscalité, de ce qu'ils vivent comme une atteinte à leur liberté ou leurs privilèges.

P. B. : Il est insuffisant d'expliquer le vote Le Pen, comme le fait le PCF, par les quartiers ou villes où la droite est forte.

J. L. P. : Tout à fait. Le Pen fait un bon résultat là où la droite est forte et là où les thèmes qu'il défend, et peut-être aussi l'abstentionnisme différentiel, facilitent ses résultats. Ce qui est important sur ce plan, c'est qu'on ne

voit pas de transfert clair du PCF à Le Pen. Les propos qui ont été longtemps tenus là-dessus ne paraissent pas résister à l'analyse.

P. B. : Il y a une petite proportion de l'électorat de gauche qui a voté Le Pen, environ 6% des électeurs de François Mitterrand du 10 mai 1981, ce qui est peu, mais qui en nombre de voix représente à peu près le quart de son électoral.

J. L. P. : Il est incontestable qu'il y a une partie de l'électorat de Le Pen qui provient de la gauche. Mais la sociologie spontanée : scores importants dans les quartiers populaires, quartiers populaires votant PCF, donc votes communistes pour Le Pen — ne résiste pas à l'analyse et c'est plus à chercher parmi cette fraction de l'électorat flottant qui s'est portée sur Mitterrand en 1981; mais c'est plutôt une fraction qui vote socialiste et non l'électorat habitué à voter communiste. Pour l'avenir, il y a un grand point d'interrogation. Va-t-il y avoir une frontière et le maintien d'un tabou entre l'opposition parlementaire installée et officielle et le Front national? Les jeux ne sont pas faits. Il y a un problème de banalisation ou pas. En même temps, le RPR est le premier menacé dans le système de concurrence partisane. Il doit s'appliquer à maintenir une frontière entre lui et le Front national. On verra cela dès les cantonales de mars prochain, avec la logique majoritaire. □

Ont participé à ce numéro :

Pierre BAUBY, Cat BRUMA, Hervé DASTAR, Camille GRANOT, Dominique LARDEUX, Eugène LEBEUF, Philippe MUNIZ, Michel PAPAN, Alain SENTIER, Robert VALLOT

Travailleurs : BP 90 — 75962 Paris Cedex 20. Téléphone : 16 (1) 366. 71. 53. Directeur de publication : M. Cuisinier. Abnt. un an : 100 Frs. Commission paritaire 64707. Imp. Presse d'Aujourd'hui, BP 90 75962 Paris Cedex 20. Imp ICT.

PCML Flash
hebdomadaire

TRAVAILLEURS
mensuel

BULLETIN D'ABONNEMENT

6 mois : 80,00F
soutien : 100,00F

12 mois : 150,00F
soutien : 200,00F

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : Presse d'Aujourd'hui — B.P. 90 — 75962 Paris Cedex 20

Ecrire dans les cases en MAJUSCULES; ne rien inscrire hors des cases.

Nom ou raison sociale _____
Rue ou lieu-dit _____
Bureau non distributeur _____
Code postal _____
Bureau distributeur _____

COMBATTRE LA DROITE ET SES EXTREMES

Surprise et peur au soir des européennes face au score du Front national. Après Dreux, Aulnay, Auray, Paris XX^e, on s'attendait à une poussée de l'extrême-droite; les sondages avaient indiqué 7%, il est vrai. Aussi les 11% ont-ils surpris et inquiété plus d'un. «*Nous partons*»: réaction mainte fois entendue chez des familles immigrées; comme le «*on va vers le fascisme, j'ai peur*» exprimé plus d'une fois autour de nous. Ces réactions contrastent avec les déclarations de certains politiques à gauche. Pierre Mauroy qualifie le phénomène de passager et conjoncturel; Lionel Jospin reconnaît la «*forte poussée*»... «*dont nous devons tout faire*»

pour qu'elle soit provisoire — certes, mais il persiste dans la thèse qu'il énonça avant les européennes: «*baudruche dégonflée sitôt que gonflée*». Quant à la Résolution issue du Comité central du PCF, elle ne dit mot de l'extrême-droite à laquelle le rapport de Claude Poperen n'accorde que deux paragraphes.

Surestimation, sous-estimation du phénomène reflété par les résultats aux européennes? Les explications manifestent les mêmes discordances: spectre du fascisme ou néo-poujadisme, poussée cyclique habituelle dans l'histoire de notre pays ou résurgence du fascisme de la précédente grande crise?

c'est une réalité concrète insupportable dans les cités et les banlieues, qui nourrit et exacerbe les tensions parmi les travailleurs, entre jeunes et moins jeunes et le plus souvent entre hommes et femmes de communautés, de cultures, d'habitudes de vie différentes. C'est sur ce terrain que se développent xénophobie et racisme — parfois, remarquons-le, plus dans les zones périphériques des grands ensembles que dans les grands ensembles eux-mêmes où existent aussi des solidarités entre travailleurs de communautés différentes. Dans un contexte de peur du lendemain, de repli sur soi, d'exaspération face à un avenir bouché et à un présent difficile, la pratique du bouc émissaire — «*l'immigré responsable de tous les maux*» — trouve des échos certains.

D'autant que Le Pen a adroitement policé son image, a souvent contrôlé ses propos, laissant le soin à son entourage politique d'annoncer la couleur. Et tandis qu'il s'en tient très souvent au «*Français d'abord*», d'autres à ses côtés, odieusement rivalisent en insultes antijuives et «*anti-immigrés*», au point que certains, comme Bernard Antony, alias Romain Marie, n°6 de la liste Le Pen aux européennes, ex-partisan de l'OAS, chef de la droite catholique intégriste française, se trouvent inculpés pour «*délit de provocation à la discrimination, à la haine et à la violence raciales*» en vertu de la loi de 1972 (*Le Monde* du 21 mars 1984). Un discours brutal, démagogique, ambigu, benoîtement «*nationaliste*» sur arrière-plan idéologique xénophobe, raciste et fascisant, a fait mouche.

Sera-t-il consolidé par une structure organisationnelle de même ampleur, redoutablement plus efficace et dangereuse? Le Front national ne manque pas d'argent, l'ampleur des affichages pour le 17 juin l'atteste. Il recrute assurément dans les rangs du RPR et de l'UDF. Saura-t-il rassembler l'extrême-droite jusqu'alors éparpillée? On aurait tort de minimiser ses capacités organisationnelles et d'agitation manifestées à Dreux et ailleurs.

suite page 16

RECONNAITRE L'IMPORTANCE DU PHENOMENE

La question est-elle bien là? Et ne doit-elle pas céder le pas à l'observation précise du phénomène concret et actuel? Une fois les correctifs nécessaires apportés — absence du RPR dans le scrutin, scrutin proportionnel, absence d'enjeu institutionnel (cf. l'entretien avec J.L. Parodi) — il n'en reste pas moins que 2 204 961 électeurs n'ont pas hésité à apporter leur voix à l'extrême-droite. Fait récent qui n'a pas son pareil en Europe, hormis en Belgique.

Qui sont ces électeurs? Pourquoi ont-ils agi ainsi? L'électorat du Front national le 17 juin est un électorat de droite assez «*classique*», recouvrant toutes les couches et classes sociales avec une prédilection particulière chez les industriels (22% de ceux qui ont voté), les artisans et les commerçants (20%), les cadres supérieurs (17%); c'est un électorat plutôt masculin (15% du vote des hommes), recrutant davantage chez les 50-64 ans (14,5%) mais aussi présent chez les ouvriers (10,5% des ayant-voté) et les jeunes (8,5% des étudiants...). Certes, ces deux millions ne se reconnaissent pas tous dans l'extrême-droite: 1 sur 4 avait voté Chirac le 26 avril 81 et certains n'envisagent pas de voter Front national lors d'autres échéances électorales.

Pour autant, le phénomène n'en est pas moins dangereux car il manifeste la fusion des thèses de Le Pen avec une fraction importante de la population, des travailleurs y compris. Et ce sur deux thèmes, l'immigration et la sécurité qui viennent en tête des motivations des électeurs du Front national (38% sur le thème de l'immigration). Les zones à gros scores (autour de 20%), sont les régions du Midi où cumulent un fort taux d'immigration et un fort taux de «*rapatriés*», les zones industrielles et les zones urbaines où le slogan de «*l'immigration cause du chômage et de l'insécurité*» a fait des ravages dans l'électorat.

La réussite de cette fusion tient à la fois au terrain favorable et à l'image rassurante et banalisée offerte par Le Pen — et largement divulguée et encouragée — ces derniers mois. Le terrain? C'est celui du chômage où la concurrence entre travailleurs se fait de plus en plus vive, c'est celui de la dégradation des conditions de vie, de l'urbanisation sauvage et accélérée où les problèmes de logement, de vie collective, de formation, d'éducation sont de plus en plus aigus. L'austérité — la «*rigueur*» comme d'aucuns continuent de l'appeler — n'est pas un coefficient économique,

L'Europe, c'est aussi 15 millions d'immigrés...

«*PCML Flash*» avait rendu compte de l'importante initiative de coordination européenne des associations de l'immigration et de solidarité prise à l'occasion des européennes. Du rassemblement de Strasbourg dont nous rendons brièvement compte ci-dessous, sont sorties des décisions de poursuivre et d'amplifier l'action et la coordination.

La coordination européenne pour l'égalité des droits et contre le racisme (*) a rassemblé, les 9 et 10 juin à Strasbourg, une centaine de délégués représentant plusieurs dizaines d'associations de 9 pays d'Europe. Elle a réaffirmé les six revendications désormais classiques: le droit de séjour, le regroupement familial, la libre circulation à l'intérieur de la CEE, les droits politiques, sociaux et culturels, la lutte contre le racisme, le droit aux immigrés de vivre dans le pays de leur choix (refus de la politique du retour forcé). Au cours d'une journée de travail, de deux forums-débats publics et d'une soirée culturelle, ont été analysés la crise économique avec ses retombées pour les travailleurs immigrés, le danger raciste, la menace très concrète d'une politique de retour forcé et la nécessité de coordonner la lutte au niveau européen. Ont été également exprimés des témoignages particulièrement émouvants de plu-

sieurs travailleurs immigrés, laissés délabrés en situation irrégulière par l'administration française. En outre, les délégués ont procédé à un bilan des

réponses données par des candidats au Parlement européen à leur demande de prendre position sur les six points. Enfin, la réunion a abouti à la mise en place d'un secrétariat permanent international et à des projets d'action pour l'avenir: journée internationale contre le racisme le 21 mars, nouveau rassemblement en juin 85 à Londres.

(*) 4, square Vitruve, 75020 Paris
Tél. 360 84 41



Les jeunes issus de l'immigration s'organisent

Les 9 et 10 juin se sont tenues à Lyon les Assises nationales des associations autonomes des jeunes issus de l'immigration.

150 délégués de 52 associations résidant dans 35 villes se sont réunis à Lyon les 9, 10 et 11 juin, travaillant notamment par thèmes en trois commissions: associations, fonctionnement et objectifs; égalité des droits; police et justice.

Les associations de jeunes issus de l'immigration mènent un travail d'identité culturelle (théâtre, musique...) mais sont très soucieuses de préserver leur autonomie et de ne pas être des rouages de contrôle social sur la jeunesse immigrée.

Elles souhaitent créer des «*espaces de dialogue*» où se rencontrent les associations au niveau régional et envisagent une coordination pour des campagnes ponctuelles au niveau national (ex: contre un crime raciste). Elles ont un projet de grand rassemblement en décembre prochain.



La lutte pour l'égalité des droits — droit de vote et d'éligibilité, carte unique, double nationalité, droit au logement, à la formation, au regroupement familial, condamnation de l'aide au retour — constitue l'axe central des associations. Moyens à mettre en œuvre: action collective, bulletin entre associations, matériel de campagne commun. Parties prenantes des revendications contre les discriminations et pour l'égalité des droits, celles qui concernent les rapports avec la police et la justice sont particulièrement aiguës pour les jeunes issus de l'immigration qui luttent pour être reconnus comme des citoyens à part entière, pour «*une nouvelle citoyenneté*». En particulier, une des revendications s'impose très vite: l'abolition du délai de cinq ans imposé aux associations pour pouvoir se porter partie civile en cas de crime raciste. Ce délai interdit aux associations de jeunes issus de l'immigration toutes récentes d'être à part entière sur ce terrain.

Crise et renouveau du communisme

C'est dans *Révolution*, hebdomadaire du PCF, et ça vient de Meurthe et Moselle : des militants du comité fédéral essaient de tirer les leçons du 17 juin pour leur organisation : « *Nous sommes au seuil de la disparition du PCF si un sursaut n'est pas opéré* » (Alain Amicable). « *Nous reculons dans les secteurs traditionnels du monde du travail, nous ne progressons toujours pas dans les couches nouvelles et chez les jeunes c'est l'effondrement* » (Roland Favaro). « *Le prochain congrès devrait poser le problème de notre soutien au gouvernement* » (Jean-Pierre Bienaimé). Patrice Fort, quant à lui, estime que pour les jeunes le PCF « *est le parti du goulag, de l'Afghanistan et des fraudes* ». « *Si la solution c'est le socialisme, pour les travailleurs, le socialisme c'est la Pologne* » (Pascal Saverna). Fabrice Sacher affirme qu'« *il faut reconstruire l'image de marque du parti autour de valeurs modernes. Il faut abattre tous les archaïsmes et opérer une véritable révolution culturelle* ». Et lorsque le débat aborde la question du centralisme démocratique et la simultanéité du « *mouvement nécessaire dans la démarche politique et le mouvement dans les directions* », on peut effectivement conclure comme Antoine Porcu : « *Cette nuit-là a soufflé un grand courant d'air frais* ».

Soyons plus prudents toutefois en constatant que cette nuit-là était celle du 22 juin alors que le rapport de Claude Poperen devant le CC du PCF sur l'analyse des résultats des européennes, est lui du 27 juin. Ce jour-là, le courant d'air est passé du frais au froid.

LE DEBAT NOUS INTERESSE

Néanmoins, ce débat-là, comme ceux, inévitables, à venir dans le PCF dans le cadre de la préparation du XXV^e congrès de février 85, nous intéresse à deux titres. Lorsqu'une fraction du mouvement ouvrier et populaire s'enrhume, tout le mouvement éternue. Or notre PCML, comme d'autres formations plus grandes ou plus petites, fait partie intégrante de ce mouvement. Secondement, la « *défaite sérieuse* » du PCF pose la validité du communisme. Or, quelles que soient les divergences — et elles sont importantes — entre nous sur la compréhension de cet objectif, nous sommes de cette famille. Aucun débat sur ce sujet ne peut nous laisser neutres ou indifférents.

Mais, est-il possible d'y intervenir simplement et sans détours? Lionel Jospin affirmait récemment qu'intervenir de l'extérieur dans les débats du PCF faisait comme lorsque l'on touche à une corne d'escargot : il se recroqueville. C'est juste, et ce n'est pas une des moindres contradictions habituelles du mouvement communiste que de vouloir d'un côté transformer la réalité et de l'autre refuser que la réalité ne le transforme. Bientôt, et c'est déjà le cas dans les colonnes de *L'Humanité*, on nous dira que le débat est fort riche mais rien n'en filtrera. Nous ne cesserons pourtant de rechercher la discussion et répèterons ce que d'autres disent dans cette organisation : le PCF est sujet de la réalité, c'est vrai; il décide pour lui-même, c'est un aspect du fait; mais il est aussi

objet de cette même réalité, ses actes ont des conséquences pour tout le pays. Dès lors, il a le devoir de se soumettre aux discussions, aux questions, voire au contrôle. Il devrait en aller ainsi pour toute formation politique d'ailleurs.

NOTRE ATTITUDE DANS LE DEBAT

Nous ne rechercherons nullement la discussion pour affirmer que nous détenons la vérité depuis 20 ans, que nous avons prédit tout ce qui arrive. Nous ne pensons pas que nos critiques de longue date, nos propositions actuelles et notre projet constituent la réponse globale et définitive à la problématique du « *déclin du PCF* ». S'il est toujours nécessaire de rechercher toutes les racines, les causes de la crise du communisme français, sa réalité est désormais incontestable. Dans cette crise, nous nous comprenons comme un élément constitutif d'une réponse, non comme une alternative globale. Sur bien des points nous sommes tout autant dans l'expectative, l'étude et la recherche. Au vu des résultats des européennes, mais aussi de résultats partiels antérieurs, aucune force de « *gauche* » ne peut se dresser en donneuse de leçons. Ni le PCF, ni le PS, mais pas non plus le PSU; pas plus Henri Fizin que les trotskystes. Les formations qui ne se sont pas présentées — comme la nôtre, mais beaucoup d'autres encore — par manque de forces et d'argent, ne peuvent pas s'arroger les voix abstentionnistes! Le mouvement ouvrier et populaire est en crise; dans cette crise, les communistes pèsent d'un poids important tant par leurs responsabilités dans sa naissance et son développement en tendance longue que peut-être dans leurs possibilités à la dépasser. Ce dépassement de la crise, notre parti l'appelle le **renouveau du communisme**. Ce renouveau sera le fruit de la discussion et de l'action, de la recherche, de la critique, de la reconnaissance des erreurs puissantes et globales. Replié sur lui-même, le PCF ne parviendra jamais à atteindre ces nécessaires remises en cause. La mise en commun des efforts de tous ceux qui se réclament du communisme ne suffira pas non plus. La nouvelle fusion exigée entre les idéaux révolutionnaires anticapitalistes et anti-impérialistes et le peuple réclame la participation étroite de tout le mouvement ouvrier et populaire, de tous les travailleurs et de tous les peuples de France.

QUELQUES THEMES NECESSAIRES AU DEBAT

Les militants de Meurthe et Moselle mettent le doigt sur certaines causes bien réelles de la crise du communisme. Il est sûr que les valeurs de liberté en prennent un sacré coup — justifié — avec Sakharov et la Pologne; les valeurs anti-impérialistes subissent des dommages considérables avec l'Afghanistan, l'Érythrée; celles de la paix s'effondrent après le coup des SS 20, des sous-marins espions en mer du Nord ou du Boeing sud-coréen. Les valeurs d'égalité perdent leur sens si l'on hésite quant à l'immigration et ses droits, conséquence pourtant de l'impérialisme propre à notre pays. Mè-

me celles de l'Union de la gauche vacillent si la dialectique entre l'alliance et la lutte s'apparente à la politocailleterie ou la lutte à outrance dans l'alliance obligée.

Dans le recul du PCF, il y a du conjoncturel, il y a du stratégique. Il y a le « *retard de 56* » et le « *vote utile* », l'image du socialisme réel et la politique gouvernementale largement refusée. Bien! Claude Poperen pose volontiers le poids écrasant de l'adversité : les médias, le PS, les engagements non tenus, les « *lenteurs* » dans la compréhension des nouveautés du XXIV^e congrès... On ne saurait se suffire d'énumérations conceptuelles où chacun va trouver un peu tout et son contraire. De notre point de vue — et sans épuiser le sujet — la discussion et la confrontation doivent pénétrer trois grands domaines : l'analyse de la situation du mouvement ouvrier aujourd'hui; l'analyse des mouvements sociologiques des dernières années; le positionnement politique, organisationnel et culturel des forces communistes dans le mouvement ouvrier et populaire. Sur ces sujets, le PCF, jusqu'à récemment en tout cas — considère comme des évidences indiscutables quantité de points de vue tout à fait aléatoires.

Examinons le premier point : la situation du mouvement ouvrier et populaire, idée déjà beaucoup plus large que la « *gauche* ». Est-il dans une période d'ascendance, ce qui aurait rendu possible mai 81, ou bien est-il entré dans une période de défensive de longue durée dont la rupture 77 ne serait qu'un signe, maladroît qui plus est? Selon la réponse, ni les dispositions de forces, ni les objectifs, ni les modes de travail et de transformation des idées ne seront identiques. Se tromper de période, c'est épuiser les forces, se couper des audiences, déstructurer les organisations; c'est aussi ne plus savoir écouter les gens, les insulter pour leur « *manque de mobilisation* », leur prétendu « *bas niveau de conscience* » et leur trop d'illusions. Or les illusions ne sont pas forcément où on croit qu'elles sont. L'idée d'une remontée rapide, de faire une autre politique sans rupture, de mobiliser sans perspective de victoire, sont aussi des illusions, illusions bien plus graves que les précédentes car véhiculées par les états-majors.

Dans le cadre du second point, nous aurions mauvaise grâce à ne pas reconnaître les prises en compte par le PCF de la profondeur des mutations qui s'opèrent dans notre pays,

ses essais de modérer une analyse de classes de la société plus complexe que celle héritée du début du siècle. Il nous manque dramatiquement pourtant — et quant à nous — deux gigantesques maillons. Notre pays est sans doute un pays démocratique, avancé et riche de traditions; il n'en est pas moins — pour ne pas dire plus — un pays impérialiste. Cela situe de manière spécifique les questions de l'immigration par exemple et celle de la participation — consciente — à un type de division du travail internationale; les conséquences de cette vision de notre pays sont nombreuses. Le deuxième maillon est constitué par les relations économiques, sociales et politiques entre la classe ouvrière dite « *traditionnelle* » et les autres couches de travailleurs. Il s'agirait ici de parler de la problématique des alliances, objectives ou subjectives.

Le troisième volet d'un débat nécessaire serait donc le positionnement politique, organisationnel et culturel des forces communistes dans le mouvement ouvrier. D'après ce qui est paru dans la presse, le XXV^e congrès ne toucherait pas au centralisme démocratique; on fait rarement la réfection des digues en pleine tempête. Mais, en fait, le mode de fonctionnement du PCF est pour le coup vraiment son affaire. Il n'en va pas de même pour toute une série d'autres rapports entre un parti et « *le reste du monde* » : parti/syndicats, parti/organisations populaires, parti/médias, parti et autres partis, parti et personnalités, parti en France et autres partis dans le monde et, pourquoi pas, parti et gouvernement, parti et Etat, parti et minorités nationales. La liste pourrait être très longue de tous les rapports qui en définitive fixent la position d'un parti politique dans un combat particulier ou dans le combat général. A l'évidence, il y a chez les communistes en France, et plus particulièrement au PCF, beaucoup d'archaïsmes et d'erreurs en cette matière, dont il est urgent de débattre.

Pour les militants du PCF, le mois de février 85 est une échéance sérieuse et décisive. Au regard de la tâche énorme qu'est le renouveau du communisme pour les travailleurs et les peuples de notre pays, cette échéance ne sera qu'un pas tout petit sur une route bien longue et difficile.

Alain SENTIER

Extraits de la résolution : « Pour une France socialiste, populaire et démocratique, indépendante, solidaire du Tiers Monde, pour le renouveau du communisme » — V^e Congrès du PCML (nov. 83)

La scission des années 60, le déclenchement de la Révolution culturelle, l'eurocommunisme, la remontée des social-démocraties, la création des partis marxistes-léninistes, phénomènes produits par des conditions spécifiques propres à chaque pays et à chaque situation, se sont déclenchés sous l'effet de la transformation de l'URSS en pays impérialiste, nécessitant le rejet de la conception théorique qui en est à la fois reflet et moteur.

Avec l'éclatement du mouvement communiste international, un immense mouvement de remise en cause, un gigantesque brassage d'idées et

une nécessaire réforme des idées et pratiques, s'effectuant chez les communistes du monde entier, sur la base de leur affrontement aux réalités de la seconde moitié de ce siècle. Tandis que s'effectue la décomposition du mouvement communiste international, il se recompose peu à peu, autour d'idées convergentes exprimées par des partis pourtant forgés par des histoires et des références différentes :

— refus d'un centre mondial de commandement, qui va de la prise de distance par rapport à l'URSS au combat de l'hégémonie;
— affirmation de l'existence des

différentes voies d'édification socialiste;

— importance des questions d'alliances, de démocratie et de rapport parti-masses;

— nécessité de maîtriser le rapport centralisation-décentralisation au plan économique et politique;

— alliance et solidarité avec le Tiers Monde.

Ces points, qui constituent des enjeux-clés de l'avancée révolutionnaire des prolétaires et des peuples, sont ceux dans lesquels s'inscrivent la pensée et l'action du PCML et sa contribution pour le renouveau du communisme.

Brétigny-sur-Orge est l'une de ces villes de la banlieue parisienne qui ont connu cette année un troisième tour des municipales. Ville de gauche à direction communiste depuis dix-huit ans, elle a une municipalité de droite depuis le printemps 84. Pourquoi cet échec? Cette interrogation préoccupe bien des militants du mouvement ouvrier et populaire de la ville. Certains, partie prenante des batailles électorales de 83 et de 84, ont accepté d'en parler ensemble devant le magnétophone de *Travailleurs*. Ce sont, entre autres, Alain Blin, membre du PCF, ancien maire et toujours conseiller municipal et général; J.F. Vallin, responsable du Parti socialiste et conseiller municipal; F. Lentz, militant du PSU, et quatre autres militants d'un groupe local intitulé « Groupe des 25 »: Jean Bret, qui fut conseiller municipal de 83 à 84, Martine Morin, Gilbert Yvanex et Michèle Berichvili. Martine Morin et Michèle Berichvili sont également membres du PCML.

Ce « Groupe des 25 » constitue une originalité à Brétigny. Constitué aujourd'hui de 33 militants, il s'est formé quelques mois avant les municipales de 83. Leurs points communs? Militants syndicalistes et associatifs, se reconnaissant de gauche sans se reconnaître dans un parti politique traditionnel, ils avaient tous et toutes la volonté de PARTICIPER à la vie municipale. Comment faire? Avant les municipales de 83, ils ont écrit à chacun des quatre grands partis de gauche traditionnels afin de participer à la liste d'union qui se mettait en place. Le PCF accepta de donner une place sur son « quota » sans exiger de solidarité de vote avec son groupe; le PS, quant à lui, acceptait des personnalités sur sa liste en contrepartie d'une solidarité de vote. Au bout du compte, Jean Bret, militant du « Groupe des 25 », est candidat et élu en mars 83. Néophyte en matière municipale, il se met au travail, toujours épaulé par le « Groupe des 25 ». Le groupe s'élargit, participe à la liste d'union en 84 (après l'invalidation) et continue à agir dans la vie municipale après l'échec.

Ce « Parlons ensemble » s'est déroulé le 17 juin, quelques heures avant les résultats des européennes. Et bien des sujets en débat cette soirée-là prennent une acuité accrue à la lumière des résultats à Brétigny: près de 48% d'abstentions, PCF: 16,18% des exprimés, PS: 22,19%, PSU: 0,79%, Veil: 37,3%, Le Pen: 10,81%. Examinant l'échec aux municipales, la discussion aborde des questions de fond: celle de l'union, de l'hégémonie et du respect des diversités, celle des partis et de leur rôle, celle de la jeunesse. La question des perspectives est question d'urgence car la droite nouvellement installée à la mairie a engagé une politique de réaction et de revanche. Peut-être y aura-t-il un cinquième tour à Brétigny car le maire RPR vient d'être invalidé par le tribunal administratif pour fausse déclaration.

Camille GRANOT

...des municipales de Brétigny...

JEAN BRET

Pourquoi on a perdu? Il y a plusieurs raisons cumulées. D'abord, il y a la raison de fond qui a fait reculer la gauche ces derniers temps: les gens attendent beaucoup plus de la gauche... De la droite, ils attendent des coups de bâton et ils en ont; de la gauche, ils attendent qu'on rase gratis... et comme la gauche ne rase pas gratis, ils sont déçus et ne votent plus à gauche. Il y a aussi des raisons locales. L'électorat, à Brétigny, a dû vieillir; il n'y a pas eu de construction sociale —sauf la dernière année—; il n'y a pas eu d'apport de jeunes. Également, il y a eu une usure du pouvoir au niveau local: depuis 18 ans, la municipalité est à direction PCF.

ALAIN BLIN

Il faut aussi rappeler les conditions de la victoire il y a 18 ans, où une partie de la droite s'est alors associée à l'union de la gauche pour éliminer le maire de droite battu politiquement dans la population; le maire était communiste, le premier-adjoint RPR, le deuxième socialiste... La droite locale et départementale a mal accepté cette situation et a opposé une volonté farouche à toute modification du tissu social: blocage de la zone industrielle, par exemple.

Ensuite, il y a eu un blocage général de la gauche aux municipales de 83, renforcé entre 83 et 84 avec l'annulation pour cause de fraude. Une campagne de grande ampleur portée par les médias et décidée par la droite, le RPR notamment, a aggravé le phénomène.

En tant que force PCF, nous sommes très critiques de notre activité dans la pratique unitaire; en effet l'introduction au sein de la municipalité des problèmes qui ont affecté le PCF et le PS entre 1977 et 1981 a été dommageable. Cela a laissé des séquelles très graves qui ont rendu plus difficiles les progrès de l'union, même si, dans la période 83-84, l'union s'est réalisée de façon plus claire et plus satisfaisante.

JEAN-FRANÇOIS VALLIN

J'attends avec intérêt les résultats de ce soir afin de savoir si Brétigny est devenue une ville de droite, quel est le poids réel de Le Pen, celui de la liste d'opposition, quels sont les rapports gauche/droite, dans des élections très différentes des élections locales. Cela donnera une indication...

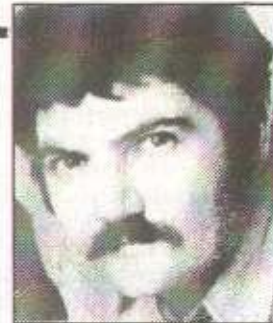
Il faut dire franchement que je ne m'attendais pas du tout à cette défaite, cette défaite de cette année préparée déjà par les difficultés éprouvées en 83 pour gagner. Au second tour de 81, François Mitterrand avait fait plus de 60% des voix... Ces dernières années, dans la quasi totalité des scrutins, la

gauche avait été confortablement majoritaire... Or, on ne me fera pas croire que tout d'un coup, de 81 à 83, la population ouvrière de Brétigny ait disparu... Après les résultats des cantonales de 82, je pensais que le score de mars 83 tournerait autour de 55%. Erreur d'analyse et déception de ma part.

Il y a eu des raisons nationales. Brétigny a été perdue par la gauche comme d'autres municipalités de la région parisienne, notamment des municipalités à direction communiste. Raisons locales aussi: comme l'a dit Alain Blin, lors des six années antérieures, un lourd contentieux, des bagarres très dures entre socialistes et communistes ont laissé de fortes traces dans l'électorat. Et ce, bien que les socialistes entrés dans la municipalité en 83, aient été des femmes et des hommes neufs par rapport à ces bagarres.

Il y a un « problème Alain Blin », c'est incontestable; j'ai l'habitude de dire qu'Alain Blin vaut beaucoup mieux que la mauvaise réputation que beaucoup lui font, en particulier que beaucoup de socialistes lui font. Mais incontestablement, il y a un blocage d'une partie de l'électorat socialiste à son égard, blocage que j'avais sous-estimé.

Notre défaite de 84 n'est en fait que le prolongement de ces difficultés de 83. Dès que l'on gagne de façon contestée, qu'il y a un doute quant à la sincérité du scrutin... on le paie... Nous l'avons payé cette année.



Jean BRET



Frédéric LENTZ



Jean-François VALLIN



Alain BLIN

FRÉDÉRIC LENTZ

En 83, on s'est aperçu que des municipalités « historiques » de gauche à direction communiste sont tombées. D'abord existe une caricature selon laquelle le Parti communiste détient tout, empêche les associations et la gauche non-communiste de s'exprimer, ... et on aboutit à une mobilisation plus marquée de la droite dans ces municipalités « historiques ». Je suis nouveau à Brétigny et dès mon arrivée on m'a dit: « C'est une ville gérée par le PC... »; on ne parle pas des autres... La gauche non-communiste n'a pas été capable de proposer une alternative, de remplacer ceux qui ne font plus les scores d'antan.

Côté Parti communiste, il y a des changements. Pour moi, le marxisme c'est la solidarité des peuples. Or, on s'est aperçu que le Parti communiste est passé de la solidarité avec les immigrés à un certain refus des immigrés. Certaines questions comme celle-là ont fait dévier certains électeurs d'un vote de confiance à la gauche.

Pour moi, l'échec se situe en 83. Peut-être tient-il plus au maigre bilan présenté que par rapport aux grands projets annoncés.

Ce soir, quels seront les résultats aux européennes sur Brétigny/Orge? La gauche doit se ressaisir. Il faut peut-être une autre façon d'appréhender le pouvoir politique et répondre aux problèmes de la population plutôt que de gérer... Il n'y a pas forcément de rapport entre l'ensemble de la gauche et un tissu social qui change et qui changera; il y a de nouvelles couches de la population qui viennent voter et d'autres qui s'abstiennent du fait de la gestion nationale.

MICHELE BERICHVILI

Il ne faut pas voir les forces politiques, les partis comme figés. Le PCF, localement a connu une évolution

d'une politique que nous jugeons sectaire, autoritaire, pas toujours démocratique, à une politique d'ouverture qui a dû correspondre à une ligne politique nationale. Ici, les mêmes personnes ont eu des comportements différents. Le PS a changé de personnel et la venue de F. Mitterrand au pouvoir a fait que le PS auparavant effacé, suiviste et peu-actif, a finalement réclaté l'hégémonie; finalement le PS avait la même position que le PCF quelques années auparavant.

Brétigny, ville de droite ou de gauche? La question n'est pas là. Les gens réagissent en fonction de ce qu'ils vivent. La crise est là et touche les plus défavorisés, mais aussi de plus en plus les couches moyennes. Et des gens votant à gauche il y a quelques années, votent à droite aujourd'hui car ils vivent mal. Quand un gouvernement de gauche est élu et ne tient pas ses promesses, il n'est pas étonnant que les gens votent différemment ensuite.

Il existe enfin une conception politicienne de la politique. On va chercher 33 noms pour faire une liste et on les choisit en fonction de leur adhésion à tel ou tel parti; au plan local, fédéral ou national, on décrète qu'il faut un pourcentage de tant de PS, PCF, MRG. Cela ne trompe pas les gens si l'on élit sur une plateforme des personnes incompétentes. La gauche a fort à faire dans le domaine de la compétence, elle a aussi à former des gens...

JEAN-FRANÇOIS VALLIN

La question de la compétence est technocratique. Qui en décide? La vie politique est pleine de gens qui réclament la « compétence » à cor et à cris... pour finalement déclarer qu'eux seuls sont compétents. J'ai la faiblesse de croire qu'entre 83 et 84, nous avons prouvé notre compétence dans la gestion de la ville et que nous soutenons la comparaison avec ce que fait la droite depuis quatre mois.

C'est aux partis politiques de choisir, de faire le filtre. Bien sûr, il y a des gens compétents hors des partis. Il y a tel pourcentage d'électeurs socialistes; c'est au Parti socialiste de choisir parmi ses adhérents et sympathisants les plus représentatifs et les plus compétents; on peut se tromper, mais le choix se fait collectivement, démocratiquement. Les partis ont un rôle à jouer dans la démocratie. C'est technocratique que de nier ce rôle.

Sur les 110 propositions de F. Mitterrand, 80 à 90% ont été réalisées au

jour d'hui. D'importantes restent à réaliser: le service militaire à 6 mois, le droit de vote des immigrés. Mais les gens sont plus déçus par l'idée qu'ils se font des promesses que par les points bien précis d'un programme que personne ne lit.

CAMILLE GRANOT

On a évoqué la politique politicienne. Ne doit-on pas s'interroger: pourquoi un « groupe des 25 » à Brétigny? Des hommes et des femmes d'horizons différents, venus ou non de partis de gauche se mettent ensemble pour changer quelque chose en politique. Cela existe ailleurs qu'à Brétigny. N'est-ce pas une façon de remettre en cause la gauche traditionnelle, de pallier certains manques...? Ne doit-on pas interroger ces militants?

JEAN-FRANÇOIS VALLIN

Le phénomène n'est pas nouveau. Les groupes d'action municipale (GAM) procédaient un peu de la même démarche. Il existe des gens de gauche, mobilisés localement et qui ne sont d'aucun parti. Il faut en tenir compte, intégrer leur réflexion, éventuellement intégrer les hommes... Je ne surestime pas leur représentativité; encore faut-il qu'ils fassent leurs preuves, la preuve de la durée... Et aux législatives, aux européennes, ils ne peuvent voter « groupe des 25 ». Nous, nous sommes représentatifs des électeurs socialistes, nous en sommes comptables.

Quant à l'accusation du soi-disant « hégémonisme » du PS comparable à celui du PCF... elle tombe car nous n'avons pas le pouvoir. Nous avons des pouvoirs, mais non le pouvoir comme l'a eu le PCF il y a quelques années. Le PCF avait alors la majorité absolue au Conseil municipal; les socialistes pouvaient dire ce qu'ils voulaient, les communistes décidaient. Nous n'avons pas eu les moyens de l'hégémonisme.

MARTINE MORIN

Pourquoi le groupe des 25? Il y a un niveau local et un niveau national. Des gens ont envie de faire des tas de choses au niveau local sans approuver les politiques au plan national ou international des partis actuellement existants...

ALAIN BLIN

On a parlé de l'évolution de la stratégie du PCF depuis les XXII^e, XXIII^e et XXIV^e Congrès, dans la voie vers le socialisme. Les éléments constitutifs de 81, la décentralisation, les droits nouveaux des travailleurs et des élus ont modifié notre façon de pratiquer la vie municipale. Je veux bien prendre en compte ce qu'a dit J.F. Vallin : quand on est 15 communistes sur 27, la facilité pousse à faire adopter ses propres propositions. L'expérience 83-84 où nous n'avions plus cette majorité a été plus enrichissante à titre personnel, quant à la pratique de faire discuter et avancer les propositions. Une de nos avancées, c'est d'avoir eu la majorité; une expression célèbre entre le PS et nous était : « De toute manière, nous avons la majorité! ». Cela est réducteur de notre propre activité et a conduit à freiner la mobilisation. Pourquoi le PS ou le PSU se mobiliseraient pour le PCF? L'introduction de la proportionnelle, l'absence de majorité constituée et figée constituent une avancée de la démocratie.

Il faut sortir de nos schémas pour porter une vraie réflexion sur les élections. Je crois, par exemple, que l'engagement à l'application de la politique gouvernementale pour une municipalité de gauche est à la fois un avantage et un inconvénient. Une municipalité de gauche doit participer de la politique gouvernementale en matière d'emploi, de logement, de formation professionnelle, de culture afin qu'elle réussisse. En même temps, cet engagement — irréprochable à Brétigny — a pesé fortement sur nous. Certains de mes camarades dans certaines municipalités se sont engagés moins hardiment et se sont trouvés mieux protégés quand cela a été plus dur.

CAMILLE GRANOT

Et les perspectives?

JEAN-FRANÇOIS VALLIN

C'est de travailler, que la gauche soit une force de propositions, le plus possible de façon convergente, le plus possible de façon unie, sinon chacun de son côté. Il faut exister, faire des propositions. Faire son travail en tant qu'élu local, se battre en tant que militant politique à toutes les échéances.

FREDERIC LENTZ

Il y a toujours de l'espoir. Un projet a été mis au point en 83, il a été sérieusement fait; des ouvertures ont été faites aux partis et à d'autres personnes. Il faut continuer, mener l'action sur le terrain, faire des prises de parole au Conseil municipal. Je me pose une question : est-on plus fort dans l'union que dans la diversité? En 81, chacun est parti sur ses idées et a fait le plein en fonction de sa diversité... et au second tour, ça a été la victoire de la gauche.

ALAIN BLIN

Nous avons pris des engagements sur un programme élaboré par les différentes composantes; c'est une plateforme d'action commune. Nous étions d'accord quand nous avions la majorité au Conseil municipal, pourquoi ne le serions-nous pas maintenant pour la réaliser dans l'opposition?

Chaque parti doit avoir son originalité, doit progresser avec l'idée assez forte qu'il faut gagner sans prendre sur l'autre si l'on veut que la gauche s'élargisse. Les partis doivent mieux saisir les aspirations nouvelles. Il faut l'ouverture de tous les partis; le renforcement de tous les partis; et nous avons en commun un fort groupe de minorité au Conseil municipal. C'est une base.

Pour réussir, il faut casser le raisonnement décrit par Jean Bret : cela paraît normal de prendre des coups de la droite. Nous en vivons quelque chose de bien concret. La municipalité de droite a décidé de supprimer assez massivement les subventions de certaines associations : UL, FCPE, MRAP... J'ai l'impression qu'existe une certaine acceptation, même chez des militants engagés : « C'est normal puisque c'est la droite! » Cela m'inquiète; il faut faire reculer ce raisonnement.

MARTINE MORIN

Le rôle du « groupe des 25 » n'est pas de débaucher des gens organisés dans les partis, mais de regrouper des gens qui n'iraient pas dans un parti.

Il faudrait dire un mot de la délégation de pouvoir. Dans les nouvelles couches qui montent, chez les jeunes aussi — si on agissait avec eux on s'en rendrait compte —, il y a de plus en plus de gens qui veulent prendre leurs affaires en mains et ne pas signer un chèque en blanc à d'autres. De militants

plus veulent être actifs et participer sans forcément adhérer à un parti politique...

ALAIN BLIN

Il n'y a pas d'issue pour les partis politiques sans une nouvelle façon de coller à la réalité quotidienne, de traiter du quotidien, des problèmes de société. Je crois qu'on est plus efficace dans un parti car il y a du brassage, des moyens mis en œuvre par l'organisation. A mon avis, ceux qui ne veulent pas s'organiser atrophient leur action, mais eux pensent l'inverse.

GILBERT YVANEZ

La question de la jeunesse est très importante. Jusqu'en 83 il y a eu des choses faites, mais au coup par coup sans programme bien défini et à long terme, ni volonté politique... Il faut voir aussi le travail qu'avait fait la droite avant 83, un travail de fond avec les associations, notamment par rapport à la jeunesse.

JEAN-FRANÇOIS VALLIN

C'est aussi un problème d'animation de la ville; nous avons eu une lacune sur ce plan qui s'est retranscrit sur la jeunesse...

GILBERT YVANEZ

Côté perspectives, une chose m'inquiète : va-t-on se battre séparés ou ensemble? Cela me fait peur. Cela a été un objectif sacré du groupe des 25 : il faut l'union à gauche.

JEAN-FRANÇOIS VALLIN

Diversité dans la réflexion, union dans l'action chaque fois que cela est possible...

ALAIN BLIN

Je crois que la gauche est forte quand elle est dans l'union, qu'elle la pratique et que l'union n'est pas de façade. Il n'y a pas de condition à l'union. Elle n'est pas à la carte... Il est significatif que partout où les discussions ont été vives pour la constitution des listes, la gauche a perdu... □

DAMMARIE-LES-LYS

Effondrement de la gauche aux municipales

Sur le plan sociologique, Dammarie n'est pas Fontainebleau et pourtant la droite y a fait un score voisin : 65%. La section du PCML qui présentait deux candidats sur une liste d'union avec le PCF, le PS et le MRG, a essayé d'en trouver les causes.

RÉSULTATS GÉNÉRAUX				
	Votants	PC-PCML-MRG	PS	Droite
Mars 83 1 ^{er} tour	7 348	1 814	1 903	3 487
	71,57%	25,18%	26,12%	48,40%
Mars 83 2 ^e tour	7 582	3 587		3 875
	73,85%	48,04%		51,96%
Mai 84	6 628	2 269		4 222
	64,20%	34,95%		65,05%
Quartier où la gauche a fait ses meilleurs scores				
Mars 83	324	204		114
	56,81%	64,37%		35,63%
Mai 84	242	116		123
	44,32%	48,53%		51,46%

Il ressort de ce tableau une augmentation des abstentions, surtout spectaculaire dans les quartiers populaires (50% d'abstentions en moyenne au scrutin de 84) mais qui n'explique qu'en partie l'effondrement de la gauche qui perd 1 448 voix par rapport au premier tour 83, la droite progresse dans le même temps de 347 voix.

QUELLES EN SONT LES PRINCIPALES RAISONS?

1. Le contexte national. Comme partout en France, de nombreux travailleurs, déçus par la politique d'austérité du gouvernement, s'abstiennent.

2. Le « star-system ». La droite a effectué un véritable marketing politique pour promouvoir Mignon qui a eu, jusqu'à ce jour, plus de retenue que ses collègues nouveaux maires de droite. Il n'est pas encore complètement démasqué. Peut-être qu'en période de difficultés pour le mouvement ouvrier, le « look » prend-il plus d'importance! Les conceptions de Mignon, qui a maintenant les mains libres, vont apparaître plus clairement.

3. Insuffisance du travail de la gauche locale pour répliquer au coup par coup aux attaques de Mignon. Cette critique concerne certainement le PCF et le PS, mais aussi la section locale du PCML qui, après les élections de mars 83, ne s'est pas senti suffisamment capable d'aborder l'ensemble du travail municipal. Elle a continué uniquement sur ses terrains antérieurs d'action : luttes sociales et lutte antiraciste.

4. Usure de l'équipe municipale antérieure qui avait géré la ville pendant 24 ans. Aucune relève locale n'a été préparée. Ce sont toujours les mêmes qui dirigent les affaires. Il était frappant que, lors du meeting unitaire, il n'y avait que trois ou quatre jeunes dans la salle! Cette coupure avec de larges franges de la population est flagrante. De bonnes choses ont été faites, mais plus par des gestionnaires que par des délégués-émanation des travailleurs. La population ne s'est pas mobilisée pour défendre des acquis sociaux pourtant bien réels et bien menacés.

5. Sur le processus unitaire. Lorsque la section du PCML a décidé de participer à la liste d'union de la gau-

che, ce n'était pas pour profiter de la campagne électorale comme tribune pour sa propagande politique. Nous pensions qu'en période de difficultés il fallait s'unir avec le maximum d'alliés autour d'un programme concret de défense de la population. Cette unité est importante pour remobiliser les travailleurs. Elle n'exclut pas, mais est complémentaire de la lutte d'idées entre militants, pour la clarification politique nécessaire, en cette période de remise en cause de nombreuses références du mouvement ouvrier.

Dans son tract de bilan, le PCF met comme seule raison de l'échec propre à la gauche locale, le fait de n'avoir pas choisi une tête de liste PCF. D'une part, l'argument paraît peu crédible : A. Fouqué ou J. Plard tête de liste, l'échec aurait été aussi cuisant. D'autre part, il y a une conception qui nous paraît dangereuse : « Lorsque son parti n'a pas la tête de liste, on se sent moins mobilisé. » Dans les quinze jours précédant les élections, pas un article de soutien dans *L'Humanité* sur Dammarie, comme si, après vingt-quatre ans de gestion par le PCF, la lutte municipale ne les concerne plus parce que la tête de liste est PS!

Après cet échec, la pente sera dure à remonter. Pour notre part, nous sommes bien décidés à lutter contre la municipalité RPR, pour défendre les intérêts de la population pied à pied. A Dammarie, il reste un potentiel de résistance important; il existe de nombreux militants expérimentés. Le plus urgent est que, quelles que soient les sensibilités politiques de chacun, un travail commun systématique soit organisé. C'est pour cela que nous soutenons fermement la tentative de plusieurs militants d'organiser le travail local dans un cadre associatif, le seul susceptible, pour l'instant, de regrouper toutes les énergies. Il y a, à l'heure actuelle, trop de suspicions, de confusions, de divisions, pour qu'un parti puisse regrouper l'essentiel des forces militantes potentielles sous sa bannière.

« Seine et Marne Action » (bulletin du PCML) n°5 - Juin 1984

LA CIBLE, C'EST LA DROITE TOUT ENTIÈRE

D'autant qu'il a trouvé, trouve et trouvera appuis et crédibilité grâce à la droite classique, dite « républicaine ». Politiciens et journalistes s'interrogent : y aura-t-il alliance électorale entre la droite et l'extrême-droite en 1986? La droite républicaine saura-t-elle résister à ses extrêmes?

Et de commenter, et de spéculer sur le « recentrage » de Chirac, sur ses déclarations de foi rejetant toute alliance au CC du RPR du 8 juillet. Il existe en effet de sérieuses contradictions entre le Front national et la droite « classique » : il y a une concurrence électorale, exacerbée par le 17 juin; il y a une concurrence sur le terrain militant qu'ont accrue les transferts de la droite vers l'extrême-droite des derniers mois, dans le Var, le Vaucluse, la Loire, la Haute-Garonne, la région parisienne.

Il existe aussi des désaccords idéologiques, notamment avec le courant « centriste » de la droite qu'ont symbolisé lors des élections de Dreux, Simone Veil — dite l'« avorteuse » au Front national — et quelques autres comme B. Stasi.

Pour autant, on aurait tort de surestimer ces contradictions, exploitables ponctuellement certes. Car l'arbre — d'un Le Pen traitant Chirac de « marxiste »! — ne peut cacher la forêt : l'extrême-droite est l'un des fers de lance de l'offensive du capital et de la droite ces dernières années. Les thèmes agités avec brutalité et démagogie par Le Pen sont les mêmes — insécurité, immigration, libertés — que la droite classique privilégie depuis les municipales. Avec la campagne de mars 83 ont proliféré dans bien des villes tracts, feuilles, caricatures, parfois anonymes et parfois non, déversant ordures racistes et contre-vérités criantes concernant l'immigration. Quant au discours « sécuritaire », il est commun à la droite et à l'extrême-droite. Quoi de différent en effet entre les appels d'un Le Pen à « punir les jeunes, délinquants puis criminels, moralement abandonnés par la famille, l'école et la société permissive » (Le Monde du 16 juin 83) et les déclarations d'un A. Peyrefitte à l'encontre du « loupard » dont la « dégaîne » « s'associe à un univers d'isolement, de désaveu et de violence », et qui, « rebelle au travail, est la mauvaise conscience de l'école où il s'affirme en professionnel de l'échec; mais où il se targue de son infortune... » (Les chevaux du lac Lagoda, page 320)?

Pour comprendre cette continuité de discours de la droite et de l'extrême-droite, sans doute peut-on mettre en évidence les « ponts » organisationnels qui les relient : l'origine d'extrême-droite de certains « jeunes loups » du PR et du RPR — Longuet, Madelin...; l'infiltration délibérée du CNIP — Centre national des Indépendants paysans — par une fraction de la direction du PFN; les multiples contacts politiques et idéologiques, réalisés au sein des « clubs » et colloques qui se sont multipliés depuis mai 81 (« Club 89 », « Club de l'Horloge », etc.). Cependant, cette continuité se fonde essentiellement sur la solidarité des intérêts défendus.

Les extrêmes de la droite ne sont pas seulement ses « extrême-droites », Front national ou PFN. Il s'agit de ses projets économiques et politiques, de ses pratiques dans les municipalités, de son action à la tête des entreprises, dans l'appareil d'Etat et les médias. Car la droite de 1984 n'est plus celle de 1981 : elle a radicalisé ses discours, projets, ses actions en riposte à la perte du gouvernement, mais aussi en réponse à « la crise ».

La droite d'aujourd'hui n'est pas celle qui perdit le 10 mai : elle s'efforce de dépasser ses divisions, de rénover ses projets et ses hommes; elle se radicalise.

A preuve les projets économiques et politiques ouvertement publiés par le RPR, le PR et le CNPF, inspirés de l'ultra-libéralisme à la Reagan et qui reflè-

COMBATTRE LA DROITE ET L'EXTRÊME-DROITE

C'est bien la droite tout entière qu'il faut combattre pied à pied, sur tous les fronts et au quotidien, en connaissant exactement ses projets, ses méthodes d'action, ses hommes d'aujourd'hui.

N'est-on pas resté, à gauche, sur une vision partielle de la droite : « les fascistes » d'un côté — qu'on surestime ou sous-estime tour à tour — et la droite identifiée au « pouvoir d'Etat »? Aujourd'hui, la droite — en situation d'opposition gouvernementale — conservant la plupart de ses points d'appui dans les appareils économiques et étatiques, s'efforce de conquérir d'autres positions, de tisser des liens avec la société, d'investir des associations (exemple de « préretraités »), de tenir le terrain municipal, d'irriguer plus vigoureusement

à merveille les intérêts capitalistes et impérialistes défendus. On y trouve : les dénationalisations (en remontant jusqu'à 36); la privatisation du système de protection sociale (santé, personnes âgées, famille, enseignement, recherche); la réduction de la fonction publique; la suppression de « toute disposition contraignante » du Code des impôts, du travail et d'urbanisme; la révision des ordonnances de 45 sur la représentativité syndicale; la limitation du droit de grève; la liberté de licenciement, etc. Autrement dit, que vivent et prospèrent sans entraves, en toute liberté, les patrons, les promoteurs immobiliers, les financiers et spéculateurs! Outre les travailleurs immigrés, les cibles privilégiées de cette droite — CNPF compris — sont le syndicaliste, l'enseignant, le fonctionnaire, l'inspecteur du Travail... et Robert Badinter! Foin de la « société libérale avancée » dans une France « gouvernée au centre » d'un Giscard que ses fidèles, J.P. Soisson dernier en date, mettent au rancart! Il ne s'agit pas de paroles en l'air; il y a une dizaine de jours, s'est tenu un colloque — auquel ont participé spécialistes anglais et américains — pour mettre au point les formules concrètes de dénationalisation — en moins d'un mois après la prise du gouvernement! On y a parlé de la dénationalisation de l'école et de la santé.

De fait, la poussée de l'extrême-droite reflète — et aussi entretient — une radicalisation généralisée de la droite. Et la radicalisation de la droite crédibilise et nourrit la poussée d'extrême-droite.

les associations de parents d'élèves des écoles privées, etc. Elle s'efforce de fusionner avec des courants de masse, met des gens dans la rue, réagit, conteste, s'organise, se prépare au retour aux affaires, et comment!

Réduire la bataille aux échéances électorales : « bien voter en 86, bien voter aux cantonales » ou à la bataille parlementaire, comme y invite le plus souvent la gauche au pouvoir, a montré une inefficacité flagrante. Pierre Mauroy, il y a quelques jours encore, faisait appel au réflexe « anti-droite » du « peuple de gauche » et semble en escompter la victoire en 86! C'est un peu court!

Car la bataille est de bien autre ampleur : elle est d'ordre économique, po-

suite page 21

LES DETTES

DU TIERS MONDE

Quand on ne peut plus supporter, on ne supporte plus

Avant la fin du mois de juin, l'Argentine devait renégocier un accord de rééchelonnement de sa dette, portant sur 20 milliards de dollars, et s'acquitter d'une échéance de 500 millions de dollars.

En adressant directement à Jacques de Larosière, Directeur général du FMI, sa lettre d'intention au lieu, selon la « tradition » de l'adresser à la mission du Fonds en Argentine chargée de la négociation, le gouvernement Alfonsín a sans aucun doute ouvert une période nouvelle dans la question du règlement de la dette des pays du Tiers Monde. Par son refus, non pas de payer sa dette qui se monte à 43,6 milliards de dollars, mais, comme l'indique la lettre, « de le faire dans les conditions les mieux adaptées à la réalisation des objectifs dans le cadre d'une réorganisation de l'économie, de croissance et de paix sociale », le gouvernement argentin entend s'opposer courageusement à la politique draconienne mise en place par le FMI pour le règlement de la dette extérieure des pays en voie de développement (voir l'article sur ce sujet dans *Travailleurs* d'avril 1984).

Cet acte n'est pas isolé, et fait suite à de nombreuses initiatives prises ces deux derniers mois par différents pays : fin mai, la République dominicaine rompt ses négociations avec le FMI (montant de la dette : 2,4 milliards de dollars). Le Venezuela refuse de négocier directement avec le FMI le rééchelonnement de sa dette (34 milliards de dollars); le gouvernement bolivien, au début du mois de juin, annonce la suspension du remboursement aux banques privées de 1 milliard de dollars (soit 20% de sa dette); le Nicaragua a menacé, en raison de la hausse des taux d'intérêts, de ne pas régler le service de sa dette de 3,7 milliards de dollars. Le Nigeria, quant à lui, a bloqué les négociations qu'il menait avec le FMI en vue d'un prêt de 2 à 3 milliards de dollars jugeant les conditions du Fonds monétaire inacceptables.

Déjà, en mai 1984, quatre pays — dont trois parmi les plus endettés —

d'Amérique latine (Brésil, Mexique, Argentine et Colombie) lançaient un avertissement aux puissances occidentales : « Nous n'acceptons pas d'être acculés à une situation d'insolvabilité forcée et de paralysie économique prolongée », et proposaient un étalement sur 15 ans, avec un délai de grâce de 6 ans, de leur dette à l'égard des banques privées américaines.

Cette convergence des positions prises par un nombre croissant de gouvernements de pays du Tiers Monde a pour origine première le caractère de plus en plus intolérable des mesures d'austérité imposées par le FMI. Car ce sont les populations rurales et urbaines qui sont les premières touchées par ces mesures : ainsi, la contraction du budget de l'Etat, qui figure en tête de la conditionnalité du FMI, a pour conséquences une diminution brutale des dépenses de santé et d'éducation, et l'arrêt du subventionnement des produits alimentaires de première nécessité (subventionnement exigé par le faible niveau de vie du peuple). Ce qui entraîne d'une façon presque immédiate une chute de l'alimentation au-dessous du seuil nutritionnel, une aggravation des problèmes d'hygiène et de santé.

Que l'on juge du drame qui se joue : 10 millions de personnes, dont une majorité d'enfants, sont mortes de faim



Raúl ALFONSÍN

ces quatre dernières années dans le Nordeste du Brésil. Dans la même région, on estime que 71% des enfants souffrent de malnutrition. La situation est encore plus critique en Afrique subsaharienne où la mortalité infantile est aujourd'hui près de deux fois plus élevée que la moyenne.

C'est aussi cela, le visage quotidien de l'endettement : faim et misère pour des centaines de millions de femmes, d'hommes et d'enfants, mais également des conséquences incalculables pour l'avenir de ces pays.

C'est ce qui explique que de plus en plus, les organisations syndicales et les

TAUX D'INTÉRÊT : L'EFFET BOULE DE NEIGE

Comment 1% d'augmentation des taux d'intérêt affecte les pays débiteurs.

	Augmentation des intérêts payés aux banques (millions de dollars)	Importations prévues pour 1984 (milliards de dollars)	Réduction des importations nécessaire pour compenser la hausse des taux (en %)
Argentine	187	4,7	4,0
Brésil	577	16,0	3,6
Chili	85	3,3	2,6
Mexique	521	10,0	5,2
Pérou	30	2,7	1,1
Venezuela	133	9,0	1,5

source : Banque des règlements internationaux

mouvements populaires mettent l'accent sur la responsabilité du FMI, multiplient les manifestations sur ce thème et exigent de leurs gouvernements une attitude plus ferme à son égard. Et c'est avec un large appui des partis et organisations populaires que le gouvernement bolivien, comme le gouvernement argentin mènent aujourd'hui de très dures négociations avec le Fonds monétaire : fait nouveau, et dont on peut penser qu'il permettra de modifier sensiblement les rapports de forces.

LE CONSENSUS DE CARTHAGÈNE : UNE REPONSE AU SOMMET DE LONDRES

Les enjeux de cette bataille très dure qui se mène ne se réduisent pas, contrairement à ce qui est parfois présenté, au risque de faillite de quelques-unes des plus grosses banques américaines très fortement engagées en Amérique latine, ni à une quelconque affaire de « mauvais payeurs ».


Les 11 pays latino-américains qui s'étaient réunis les 21 et 22 juin à Carthagène (Colombie) l'ont nettement affirmé : la dette, son gonflement, comme son règlement, ne sont pas l'affaire des seuls pays débiteurs.

Dans les années 70, les banques occidentales n'avaient pas hésité à accorder des prêts aux pays du Tiers Monde, pour des montants dépassant parfois de plus de 200% leurs capacités : c'est qu'alors il s'agissait de favoriser l'investissement (souvent occidental) dans ces pays pour développer une industrie d'exportation à faible coût de main-d'œuvre. Le taux de retour de ces investissements était considérable.

La récession mondiale a stoppé brutalement ce processus. Là est l'origine de l'endettement. La politique monétaire américaine menée depuis 1979 n'a fait que favoriser le gonflement de la dette : lorsque les Etats-Unis relèvent leur taux d'intérêt de 1%, cela augmente la dette du Tiers Monde de 4 milliards de dollars. Or, actuellement, les taux d'intérêt américains augmentent de 6% par an... au grand profit des USA.

En effet, les capitaux attirés vers les Etats-Unis par leur taux d'intérêt élevé représentent la moitié de l'épargne nette américaine. Il n'est jusqu'aux pays du Tiers Monde qui ne soient épargnés par cette hémorragie de capitaux : selon la Banque des règlements internationaux, 50 milliards de dollars ont été exportés d'Amérique latine ces cinq dernières années.

DÉCLARATION DU SOMMET DE LONDRES (extraits)



Les Sept sont convenus :

« — De confirmer, dans un esprit de coopération avec les pays concernés, la stratégie relative à l'endettement, et de continuer à la mettre en œuvre et à la développer de façon flexible cas par cas ; nous avons passé en revue les progrès accomplis et nous attachons une importance particulière aux orientations suivantes :

- Aider les pays débiteurs à procéder aux changements de politique économique et financière nécessaires en prenant dûment en compte les difficultés politiques et sociales ;
- Encourager le FMI dans son rôle central dans ce processus, qu'il a mis en œuvre avec habileté ;
- Encourager une coopération plus étroite entre le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), et encourager le rôle de celle-ci dans la stimulation d'un développement à moyen et long terme ;
- Dans les cas où les pays débiteurs s'efforcent par eux-mêmes avec succès d'améliorer leur situation, encourager un réajustement pluri-annuel des dettes commerciales et être prêts, dans les cas appropriés, à négocier de façon similaire pour ce qui concerne les dettes contractées auprès des gouvernements et des institutions publiques ;
- Encourager les flux d'investissements directs à long terme ; de même, il importe que les pays industriels ouvrent davantage leurs marchés aux exportations des pays en développement, de telle sorte que ces derniers puissent améliorer leur situation en encourageant l'investissement en provenance des pays industriels ; (...)

D'autre part, cela permet au gouvernement américain d'entretenir depuis plusieurs années un déficit budgétaire d'environ 200 milliards de dollars, largement consacré d'ailleurs à la course aux armements.

Au total, l'augmentation du taux d'intérêt sur l'eurodollar en 1984 a déjà annulé les bénéfices financiers retirés des programmes d'austérité imposés par le FMI au Mexique, au Brésil, au Pérou, etc.

Autre handicap pour les pays en voie de développement : la montée des mesures protectionnistes prises par les pays occidentaux à l'encontre de leurs produits. Les Etats-Unis se sont faits le chantre du libre-échange lors du dernier sommet des Sept à Londres, accusant notamment l'Europe. Mais qu'a précé-

nisé Ronald Reagan ? Qu'une négociation internationale, dans le cadre du GATT, se tienne en vue d'accroître la libéralisation des échanges, notamment dans le domaine de l'agriculture, de la haute technologie et des services. Or ce sont des points forts des exportations américaines, mais pas du Tiers Monde : un tel accord, limité à ces seuls domaines, ne ferait qu'approfondir l'inégalité des échanges, et fragiliser encore plus l'économie des pays en voie de développement.

LA POLITIQUE MONÉTAIRE AMÉRICAINE EN ACCUSATION

Lors du sommet qui s'est tenu les 8 et 9 juin à Londres, les sept pays les

plus industrialisés, s'ils ont reconnu l'effet négatif des taux d'intérêt élevés et des mesures protectionnistes sur l'endettement du Tiers Monde, n'ont pas proposé autre chose que... de continuer comme avant (voir encadré), après avoir félicité le Fonds monétaire international pour l'action menée depuis quelques années.

La proposition de François Mitterrand de réunir une Conférence internationale sur les problèmes monétaires en y associant plus étroitement les pays en voie de développement n'a pas plus retenu l'attention du sommet que celle de Bettino Craxi d'organiser à Rome une nouvelle Conférence Nord-Sud.

Il était donc clair pour les 11 pays latino-américains du sommet de Carthagène qu'ils n'avaient rien à attendre de la « bonne volonté » des pays occidentaux, en dehors de quelques pays européens comme l'Espagne ou la France, davantage soucieux de prendre leurs distances vis-à-vis des USA sur cette question. Ils ont par conséquent décidé de constituer une structure de concertation permanente, qui se réunira à Buenos Aires en septembre 84, et formulé 17 propositions en vue du règlement de leur dette.

Les bases de ces propositions sont les suivantes :

- les pays endettés n'ont pas à faire les frais de la politique monétaire internationale, ni de celle des banques créditrices ;
- les efforts de remboursement consentis par les pays débiteurs ne doivent pas mettre en péril leur équilibre économique ;
- les pays endettés ont besoin d'un plus grand accès aux liquidités internationales, ce qui exige une augmentation importante des allocations en DTS du FMI, de la Banque mondiale, comme de la Banque inter-américaine de développement.

La question de l'endettement met en jeu tellement d'intérêts qu'il ne s'agit pas d'être exagérément optimiste : le poids des institutions internationales largement dominées par les puissances occidentales est tel que les rapports de forces ne vont pas changer d'un coup. Cependant, des initiatives comme celle du sommet de Carthagène, en construisant peu à peu l'unité des pays en développement face à l'impérialisme, contribue à modifier ces rapports de forces. Autant dire que nous y serons très attentifs.

Dominique LARDEUX

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Du neuf chez les tiers-mondistes

Le cadre : la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les acteurs : dix collectifs locaux de regroupement des associations « tiers monde », un collectif régional d'une quarantaine d'associations.

Le lieu : une quinzaine de villes touchées.

L'action : une centaine de manifestations pour sensibiliser le public provençal aux réalités du Tiers Monde : de la peinture murale aux parades dans la rue, du classique débat aux repas « alternatifs », de la nuit du cinéma Tiers Monde aux initiatives dans les écoles.

Le résultat : du 12 au 20 mai, plus de 10 000 personnes ont été touchées par cette action ; pour la première fois les associations tiers-monde, les ONG comme on les appelle (organisations non gouvernementales) ont percé à la radio, à la télé, dans la presse écrite régionale, dans les radios locales.

Cette action de sensibilisation est sans précédent par la couverture du projet, mais surtout par le nombre de comités, de militants mobilisés.

Rassembler plus de 10 000 personnes dans toute la région sur des thèmes tiers-mondistes n'était pas acquis d'avance, surtout lorsque l'on mesure — a posteriori — que c'était à trente jours de la vague xénophobe des européennes particulièrement forte dans le Midi.

Après ces « Rencontres avec le Tiers Monde », les ONG apparaissent comme un courant réel, reconnu comme tel par les pouvoirs publics. La force de cette initiative tient à ce que, pour la première fois, elle a permis la fusion de mouvements qui jusque-là s'ignoraient tant localement que régionalement.

On peut relever plusieurs composantes dans ce courant :

— les comités de soutien aux peuples d'Amérique latine, de Palestine, etc., héritiers des luttes anti-impérialistes.

— les associations d'aide au développement et d'éducation au développement souvent fondées sur une base humaniste et qui se radicalisent sur des positions de lutte contre le « mal-dé-

veloppement ». Citons « Frères des hommes », « Terre des hommes », les « centres Tiers Monde », etc.

Au départ était un collectif marseillais d'associations. Dans le cadre de la préparation du plan, le Conseil régional le sollicite pour intervenir sur les questions de la politique de coopération conduite à partir de la région. Le collectif lance un appel régional, et au fur et à mesure des réunions le besoin d'informer le public en sortant des cadres habituels se fait sentir. Le Conseil régional promet son soutien financier pour une opération d'information. Le ministère de la Coopération contribue lui aussi à alimenter un budget qui sera de 450 000 francs environ.

Pendant plusieurs mois, de décembre à mai, des militants vont consacrer toute leur énergie à faire vivre un collectif d'organisations très large, où se côtoient des associations aux buts les plus divers : aide médicale, information, action humanitaire, soutien politique, aide au développement, etc. Toutes les nuances de la gauche sont représentées, de l'extrême-gauche aux socialistes en passant par les Verts.

Pourtant le collectif a tenu le coup, fermement attaché aux objectifs couchés dans une charte qui est la base d'unification des associations.

Aujourd'hui, le collectif en est à l'évaluation de son action et aux projets. Outre les objectifs concrets que l'on peut se fixer, ce sont les questions politiques qui détermineront son avenir et ceci autour de trois thèmes :

— 1 —

• L'autonomie du mouvement tiers monde est un enjeu. Il est bien évident que si le Conseil régional et le ministère de la Coopération financent de telles opérations, c'est avec une ambition politique : trouver un relais entre la politique et le public, affirmer une « cohérence » entre l'action de l'Etat et celle des ONG. A devenir un simple relais, le mouvement tiers monde perdrait son rôle et son impact. Sa capacité d'action autonome, de critique ou de

soutien, son indépendance de décision sont déterminantes pour qu'il joue un rôle positif tant vis-à-vis du public que vis-à-vis de la politique gouvernementale.

— 2 —

● **Le respect de la pluralité des approches.** La présence dans une initiative commune de groupes différents, aux préoccupations multiples, a fait la force du collectif. C'est du choc des idées, dans la discussion, que peuvent se clarifier les conceptions de chacun :

— les associations d'aide médicale qui souhaitent de plus en plus situer l'aide d'urgence dans un contexte global de développement.

— les associations d'immigrés ou de soutien aux immigrés inégalement présentes mais actives dans certaines villes.

Le respect de la pluralité des approches, la volonté de travailler ensemble, la conscience des enjeux ont permis une cohérence assez forte des initiatives et une coordination des actions. Des artistes comme Idir, Luzmila, Carpio, Kin Lalat, ont fait de véritables tournées dans la région. Le dimanche 20 mai à la Sainte-Baume, dans un centre international d'accueil à 30 km de Marseille, une série de débats a per-

mis d'approfondir les thèmes suivants :

— réfugiés, immigrés, le Tiers Monde est ici, avec notamment Christian Delorme (Marche pour l'égalité) ; — éducation et développement, avec la participation d'inspecteurs d'académie, d'enseignants, etc. ; — action médicale et développement, les perspectives régionales des associations d'aide médicale ; — droits de l'homme, droits des peuples, paix et développement avec notamment Edmond Jouve, membre du Tribunal des peuples, auteur de « *Le Tiers Monde dans la vie internationale* » ; — aide au développement, le rôle des ONG, avec la participation de Charles Condamines, Ned Blackmer... ; — Nord-Sud, au-delà de l'impasse, avec A. Sid Ahmed, Jacques Choncol, Bernard Husson...

L'hégémonie d'un courant, d'une association briserait l'adhésion large de tous et risquerait de remettre en cause cette fusion — fragile — de courants qui hier s'ignoraient ou s'opposaient.

— 3 —

● **Se positionner dans les rapports de forces mondiaux.** Constatant un mal-développement mondial, le dénoncer est une nécessité. C'est montrer la globalité des problèmes que nous vivons

et l'interaction entre les situations ici et là-bas. Mais se pose ensuite la question de l'action des ONG. Et la réflexion des grandes associations situe peu à peu leur action dans les rapports de forces mondiaux.

A quoi servirait un projet de développement dans un pays, alors qu'en même temps le FMI étrangle son économie ? A quoi servirait un soutien à un aménagement villageois, si dans le même temps la politique des blocs gonfle le budget militaire ou plonge ce pays dans la guerre ?

Situer l'action des ONG dans l'action mondiale contre les politiques monétaristes du Fonds monétaire international, dans l'action pour la paix contre l'affrontement des blocs, est une nécessité des années 80.

*

Le mouvement tiers monde a qualitativement changé. D'un soutien aux luttes de libération des années 70, il passe à une solidarité axée sur les questions du développement. A nous d'engager le débat sur les moyens de combattre et de rompre avec un système qui produit ce mal-développement, ici et là-bas, et qui s'appelle toujours : l'impérialisme.

Hervé DASTAR

L'urgence du non-alignement

En clôture des « *Rencontres avec le Tiers Monde* », huit personnalités, quatre françaises, quatre du Tiers Monde ont été invitées à résumer, en quatre minutes, leur message aux ONG. Voici ce que Gus Massiah, responsable du CEDETIM, a déclaré :

Dans le champ des affrontements Nord-Sud, et dans le débat sur le « *nouvel ordre mondial* », trois points paraissent décisifs pour ceux qui, en France, pays dominant, ont le souci de chercher une cohésion entre la défense des orientations anti-impérialistes à long terme et l'élaboration de propositions d'action à court terme.

LA NÉCESSITÉ DE RÉAFFIRMER L'ACTUALITÉ ET L'URGENCE DU NON-ALIGNEMENT

Le premier point, c'est la nécessité de réaffirmer l'actualité et l'urgence du non-alignement. Pour nous, se définir comme non-aligné, ce n'est pas renforcer un bloc ou un autre, ni même les rejeter dos à dos. Dans le monde actuel, ce-

la signifie l'affirmation du caractère essentiel des affrontements Nord-Sud par rapport aux conflits Est-Ouest. Bien sûr, aucune politique n'ignore ces deux aspects, mais chacune se caractérise par la façon dont elle les articule. Subordonner les contradictions Nord-Sud aux conflits Est-Ouest, chercher comme le fait la France aujourd'hui à utiliser ses positions et les espoirs qu'elle a suscités dans les pays dominés pour améliorer son rapport de forces dans le camp des pays dominants, c'est jouer la bipolarisation dans le système international. Et pour la France, la bipolarisation, comme nous le voyons de plus en plus, ne peut que déboucher sur l'atlantisme. Le problème se pose pour nous de savoir comment on peut rejeter le système des deux blocs et ne pas se laisser enfermer dans la logique qui consiste à les jouer l'un contre l'autre réduisant le plus souvent le non-alignement à la double dépendance.

LA NÉCESSITÉ DE PRENDRE POSITION DANS L'AFFRONTMENT NORD-SUD

Le deuxième point, c'est la nécessité de prendre position dans l'affrontement Nord-Sud. Est-il possible de lutter pour un « *nouvel ordre mondial* » sans être prisonnier du soutien à des bourgeoisies qui construisent des régimes répressifs souvent dictatoriaux... ?

Quels que soient les modèles de développement adoptés et quelles qu'en soient les modalités d'application, il nous semble indispensable de soutenir les positions élaborées par les non-alignés et le groupe des « 77 » dans les négociations Nord-Sud.

Non que nous approuvions les présupposés implicites ou explicites qui fondent les positions des non-alignés ; nous sommes en désaccord avec un grand nombre de ces présupposés (libre-échangeisme, croyance au modèle minier...). Mais nous pensons que ces propositions s'opposent à la politique d'étouffement mise en œuvre systématiquement par le FMI. Elles peuvent donner une marge de manœuvre aux pays du Tiers Monde. D'une part, il s'agit parfois de survie pour certains peuples dans les pays dominés ; d'autre part, cette marge de manœuvre peut donner aux peuples dominés des possibilités accrues de lutte contre les régimes qui les oppriment. Il revient alors à tous ceux qui veulent œuvrer dans un sens anti-impérialiste d'être solidaires et de soutenir, sans s'y substituer, les luttes de tous les peuples qui refusent la domination de l'extérieur et l'oppression que peuvent leur imposer les régimes en place.

Par ailleurs, il faut obtenir la prise en compte sur la scène internationale de problèmes que la plupart des gouvernements aujourd'hui préfère laisser de côté. Il en est ainsi des problèmes des migrations envisagés du point de vue des garanties internationales visant à assurer l'égalité des droits pour tous, quelles que soient la nationalité ou l'origine, ainsi que des problèmes des ventes d'armes, du tourisme, de la production et transmission de l'information, etc.

LA NÉCESSITÉ DE CONSTRUIRE LES BASES SOCIALES PORTEUSES D'UN PROJET ALTERNATIF

Le troisième point, c'est la nécessité de construire les bases sociales porteuses d'un projet alternatif. En France aujourd'hui, il existe des forces nationales qui défendent le maintien des formes traditionnelles de domination, y compris dans les aspects les plus archaïques du néo-colonialisme français. Il en existe aussi qui mettent en avant un projet de modernisation de l'impérialisme français, fondé sur une restructuration industrielle permettant à la France d'améliorer sa position au sein des pays dominants.

Par contre, il n'existe manifestement pas de forces sociales spontanément organisées autour d'un véritable projet alternatif, car la contradiction est réelle entre la volonté de maintien général du niveau de vie et de l'emploi en France, et celle de remettre en cause les prélèvements liés à la position dominante que la France occupe dans la division internationale du travail. Si l'on veut surmonter cette contradiction, il faut d'abord la reconnaître. C'est pourquoi, l'essentiel est de travailler à l'émergence de bases sociales nouvelles autour de la définition d'un projet qui lie réellement les transformations sociales internes vers la construction de relations internationales excluant progressivement toutes les formes de domination.

Et surtout réaffirmer que pour nous, la crédibilité de la politique française passe par la cohérence entre les positions internationales et l'effort de transformation de la société française. Et que la politique extérieure de la France sera d'autant plus efficace que l'on refusera les contrôles au faciès en France quand on veut lutter contre le racisme et l'apartheid, que l'on mettra fin aux situations coloniales dans les DOM-TOM quand on veut lutter contre la répression et la domination dans le monde, que l'on acceptera l'égalité des droits pour tous les travailleurs et les habitants en France quand on veut lutter pour les droits de l'homme dans le monde.

Gus MASSIAH

COMBATTRE LA DROITE ET SES EXTREMES (suite)

litique, idéologique, culturel. Or, en la matière, la gauche au pouvoir a péché par défaut, et plus encore ! On ne peut en effet mener une politique d'austérité pour les travailleurs justifiée par les « *contraintes de la crise* », multiplier les cadeaux au patronat au nom de la promotion de l'entreprise... et combattre ces mêmes thèmes quand ils viennent de la droite « *classique* » ! Ne rompant pas avec la logique économique, politique, institutionnelle du système, la gauche au pouvoir s'est lié les mains et porte une responsabilité certaine dans le déferlement actuel des idées et actes de la droite.

La question de l'immigration en est un exemple. Des mesures positives sont prises — droit d'association, projet de carte unique, par exemple. Mais face

aux pressions, la gauche au pouvoir hésite, « *compose* », adopte l'attitude « *moins on parle, mieux ça vaut* » ; certains responsables gouvernementaux s'en prennent aux immigrés prétendument « *manipulés* », insistent sur l'immigration « *clandestine* » pour justifier expulsions et politique forcée de retour, etc. Ces atermoiements et certaines de ces mesures n'apportent-ils pas de l'eau au moulin de la campagne raciste et xénophobe de la droite ? Assurément. Autrement dit, le combat contre la droite exige des politiques positives qui cisailent tous les points d'appui de son discours : politique résolue d'égalité des droits entre Français et immigrés, politique économique et sociale conforme aux intérêts des travailleurs en matière d'emploi, de salaires,

de vie dans les villes, de logement... Agir sur « *le terrain* » où prolifère le racisme et tenir un langage clair vont de pair.

Chacun le sent. La situation est sérieuse. Car l'enjeu dépasse une simple « *alternance* » en 86 ; il s'agit des conditions dans lesquelles pourra se battre, voire exister, le mouvement ouvrier et populaire dans les années à venir. Celui-ci va-t-il affronter cette situation dans la division, les exclusives, la confusion, voire la débandade ? Ou bien dans ce combat urgent et impérieux saura-t-il trouver la voie du rassemblement, du respect de la diversité, de la clarté et de l'action ? La responsabilité de chacune de ses composantes, de chaque militant y est engagée.

Camille GRANOT

Le peuple disposera de son avenir

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la « départementalisation » a succédé à l'ancien statut colonial. Parallèlement, l'économie de l'île s'est transformée en économie assistée. Le taux de couverture import/export, positif jusqu'à la fin des années 40, a dépassé récemment le seuil des 50% : l'île ne satisfait même plus à la moitié de ses besoins. C'est une économie entièrement assistée par le crédit d'Etat : crédit d'investissement comme de fonctionnement. Les corps de fonctionnaires pléthoriques, surpayés à 40% par rapport à la métropole, participent amplement à ce mécanisme d'assistance économique.

Ces transferts multiples ont étouffé toute possibilité d'autonomisation de l'économie de l'île. La Martinique est entièrement sous dépendance, reliée comme par un cordon ombilical à la métropole pour le moindre de ses besoins. Les produits les plus élémentaires de la vie courante (œufs, fruits, viandes...) sont importés de métropole.

LES BÉKÉS

Cette situation est le fruit de l'alliance entre la classe exploiteuse locale, les Békés, et le capital métropolitain.

Les « Békés » sont un groupe socio-ethnique, descendants directs des colons blancs (Blancs créoles) qui, avec 2 000 personnes, représentent entre 0,6 et 0,7% de la population de la Martinique. Les Békés se partagent le gâteau avec le capital métropolitain. La plupart des groupes de pression socio-économiques (chambre de commerce, centre patronal, chambre d'agriculture) sont entièrement à leur dévotion.

Bien qu'ayant modernisé ses méthodes et ses discours, le rapport qu'entretient la classe « békés » avec le peuple martiniquais reste celui d'un capitalisme féodal, encore fortement imprégné de ses origines esclavagistes. Ce capitalisme féodal, très rétrograde, se protège farouchement contre toute incursion de l'extérieur, susceptible de le déstabiliser (comme par exemple l'arrivée de la gauche au pouvoir), quitte à jouer la corde d'un certain nationalisme martiniquais (d'extrême-droite).

LE CAPITAL MÉTROPOLITAIN

Le capital métropolitain est surtout présent dans l'hôtellerie, les banques et les établissements financiers.

Les grands hôtels de luxe, les quartiers résidentiels réservés dans des « décors de rêve », les « marinas » et autres établissements réservés à la bourgeoisie européenne et nord-américaine, sont le symbole même de ce capital métropolitain qui s'est implanté dans une logique typiquement coloniale. Les managers des chaînes d'hôtels multinationales se moquent des conséquences économiques, politiques et sociales des investissements réalisés. Pour eux, une seule chose compte : la rentabilisation du capital, et les profits réalisés se hâtent de quitter la Martinique pour aller se réinvestir ailleurs. Autant dire que les retombées de cette hôtellerie de luxe sur l'économie antillaise sont extrêmement minces.

Par contre, les retombées politiques sont et seront de plus en plus lourdes. Les politiciens qui ont donné la Martinique en pâture au tourisme de luxe, croyant œuvrer pour l'arrimage à la métropole, sont en fait les fourriers du sentiment national martiniquais.

Le prolétariat hôtelier constitue une des composantes essentielles de la classe ouvrière martiniquaise. Comment ne pas voir que le luxe étalé, la morgue, les lubies, les caprices et la bêtise des bourgeois désœuvrés, insultes permanentes à la misère des anciens esclaves, les galvanisent et cristallisent la révolte de la jeunesse ?

Pour donner à quelques privilégiés le « top niveau » du frisson exotique, ne pousse-t-on pas l'indécence jusqu'à installer des chambres de grand luxe dans des anciennes cases d'esclaves réaménagées ?

Rien d'étonnant donc si en Martinique comme en Guadeloupe, la poudre commence à parler, si les syndicats indépendantistes (CSTM, UGTM) sont particulièrement bien implantés dans l'hôtellerie, si des grèves récentes ont paralysé les plus grands hôtels de l'île (PLM, Méridien, Frantel).

MARTINIQUE

TOUS LE 1^{ER} MAI AU ROBERT à 9h

Bord de mer



Le 1^{er} mai 84, au matin, rassemblement organisé par Asé Pléris, un nou Lité laissez pleurer, à nous de lutter : slogans en créole et musique antillaise.

LES ASSISTÉS DU 40%

D'un côté le peuple antillais de petits paysans, de petits commerçants et artisans, d'ouvriers d'usine et de chômeurs, de l'autre, les Békés et le capital métropolitain.

Entre les deux existe une couche sociale bien particulière, véritable fer de lance de l'influence française : les bénéficiaires du 40%, fonctionnaires et assimilés.

Aux Antilles, les fonctionnaires, y compris originaires de Martinique, perçoivent 40% en sus de leur traitement normal. Ces 40% sont justifiés par la cherté de la vie, ce qui est exact. Mais le SMIC, lui, est inférieur au SMIC métropolitain (2 880 Frs). Ces 40% sont le prix payé par la métropole pour tenter d'anesthésier une partie du peuple et de neutraliser toute manifestation indépendantiste. Pourtant le courant indépendantiste commence à faire son apparition dans des couches salariées fonctionnarisées, traditionnellement assimilationnistes.

LA MONTÉE DU COURANT INDÉPENDANTISTE

De nombreux signes attestent de la montée du mouvement nationaliste.

MIQUE

De même on assiste à une fusion dans l'action du mouvement ouvrier et de la revendication pour l'indépendance.

Les syndicats indépendantistes (CSTM et UGTM) jugés « non-représentatifs », mènent des luttes de plus en plus dures et leur influence s'accroît. Les affrontements violents et les emprisonnements de dirigeants syndicaux indépendantistes sont monnaie courante (en décembre 1983 : Marc Pulvar, secrétaire de la CSTM).

Sous la pression, la CFDT martiniquaise s'est transformée en CDMT (Confédération Démocratique Martiniquaise du Travail) théoriquement indépendante de la centrale d'E. Maire. La CDMT participe encore timidement à des manifestations contre la répression aux côtés de la CSTM et de l'UGTM. De manière confuse, mais courageuse, elle se prononce aussi contre les 40%, ce qui lui a d'ailleurs valu une chute spectaculaire aux dernières élections professionnelles dans les PTT.

Autre signe révélateur : la situation du Parti communiste martiniquais. Lors du 8^e Congrès, en novembre 1983, deux lignes politiques se sont affrontées : d'un côté les partisans du mot d'ordre « Autonomie démocratique et populaire » pour une libération future de la Martinique ; de l'autre, ceux qui ont opté pour « le renouveau du Parti communiste martiniquais sur la base du mot d'ordre "Indépendance et Socialisme" ».

Eugène LEBEUF

« L'OCCITANIE EST LA... »

Lors de la manifestation que nous avons faite hier dans les rues de Toulouse pour, en gros, réclamer la justice pour le peuple occitan et pour sa langue, un de vos militants est entré en conversation avec moi et m'a laissé les numéros 16 et 17 de *Travailleurs*. Je les ai entièrement lus et l'ensemble m'a beaucoup intéressé. Bien sûr, en tant qu'occitaniste j'ai fait un sort particulier à « Voyage en Occitanie » et « Voyage en Catalogne ». Les deux articles étaient bien faits et valaient la peine d'être lus, même par un militant — et surtout peut-être — plongé chaque jour dans ces réalités. Par exemple, le ton « relativement » impartial du commentateur permet de prendre une certaine distance que nous ne prenons pas toujours nous-mêmes parce que, dès que nous ouvrons notre porte, l'Occitanie est là avec ses problèmes sociaux et nationaux — et psycho-affectifs comme dit Ressaïre, qui ne nous laissent guère le temps de rester sans passion. (...)

Ce lecteur joint l'annonce de l'Escola occitana d'Estiu (secteur de l'IEO) du 19 au 25 août à Penne d'Agenais (47). Renseignements : Centre culturel occitan Picapol — 47340 Laroque Timbaut.

LE DROIT A LA RECONNAISSANCE ET A L'EXISTENCE DES CULTURES DES PEUPLES DE FRANCE

Après un article relatif à l'Occitanie paru dans votre journal *Travailleurs* de février-mars 1984, je désire répondre à une partie de l'entretien avec Etienne Hammel des Obradors occitans, où celui-ci dit, à propos de sa association, les Obradors : « Avant nous, il y avait

Tout est permis Rien n'est possible

B. LAVALLIERS



Telle est la conclusion de son dernier disque (« Tout est permis, rien n'est possible »), qui allie musiques acoustiques et synthétiques. Il illustre parfaitement la personnalité de B. Lavalliers (amour et violence, humour et tendresse) que l'on retrouve dans ses disques, comme dans le très beau spectacle qu'il vient de donner à l'Olympia.

Humour toujours : avec sa *Carmen-cita* qui pastiche les nombreuses *Carmen* que nous avons eu à subir récemment. Il se permet également un aveu de taille : « on se cherche tous une mama ! »

Noirceur des villes aussi : avec sa vision d'un *Paris 13^e* mythique. Léo Malet matiné de Fu Man Chu...

Violence extrême d'un monde déshumanisé dont la poésie a été bannie dans « *Tout est permis, rien n'est possible* ».

Chaleur des rythmes : brésiliens dans « *Le Bal* » ou « *Des milliers de baisers perdus* », et rock avec « *Entrée des artistes* », coup de griffe au monde artificiel du showbiz.

Amour enfin et toujours : avec une

superbe et tendre « *Fleur du mal* », chanson de désamour.

Il a définitivement gommé de ses spectacles et de ses disques son personnage d'aventurier aux muscles d'acier. Alors pourquoi les médias, à de rares exceptions près, continuent-ils à propager cette image dans des interviews pleines de clichés ? Peut-être parce que c'est celle qui impressionne le plus les adolescents, grands consommateurs de spectacles et de microsillons.

Son spectacle est chaleureux et varié, il est mené sur un rythme fort et tendre.

Son disque est un plaidoyer pour la poésie qui rend possible l'interdit.

Pourquoi ne pas voir en lui un poète qui tient aujourd'hui une super-pêche ?

Ses projets ? Une tournée qui baladera son spectacle dans toute la France à la rentrée ; mais surtout un plan, à plus long terme, de faire revivre un circuit de petites salles qui permette à des jeunes de faire leurs premières armes et de se faire connaître ; ce circuit, aujourd'hui disparu, qui l'a aidé à devenir une star.

Cat BRUMA

ou l'IEO (Institut d'Etudes occitanes), important organisme culturel occitan. Pourquoi Etienne Hammel emploie-t-il l'imparfait pour parler de l'Institut d'Etudes occitanes, alors qu'il sait que notre association existe toujours, forte de sa trentaine de sections dans les départements où se parle encore la nostra lenga et des sections d'« exiliés » de la région parisienne et de la région lyonnaise où se trouvent de nombreux travailleurs originaires des pays d'oc ? L'Institut d'Etudes occitanes regroupe plus d'un millier d'adhérents répartis dans ces sections départementales ; elle est la seule association occitane qui existe dans tous les pays d'oc et ses militants s'efforcent tant qu'ils le peuvent de faire connaître autour d'eux la langue et la culture occitanes.

Les camarades lyonnais de votre organisation le savent bien qui apportent leur soutien aux animations de la section du Rhône de l'IEO, que ce soit lors de la venue à Lyon de comédiens occitans comme Claude Abranc ou pour la sortie du film *L'Orsalu* de Jean Flechet.

L'Occitanie n'appartient pas à telle ou telle association ou à telle ou telle organisation. Plutôt que de se déchirer entre elles, les organisations occitanes ont mieux à faire et doivent plutôt rechercher à s'unir pour obtenir du pouvoir qu'il tienne les promesses qu'il avait faites en ce qui concerne la reconnaissance des langues et des cultures des peuples de France.

La culture occitane et celle des autres peuples de France sont aussi respectables que toutes les cultures des peuples du monde. Elles ont droit à la reconnaissance, à l'existence, et elles doivent avoir les moyens de cette reconnaissance et de cette existence.

Occitanistement vôtre,
Michel MASSAL, secrétaire de la section du Rhône de l'IEO

Des livres pour les vacances...

Robert VALLOT



LE SERPENT À SEPT TÊTES

Ali Ghannem - 314 p. - Flammarion - 80 F

Un petit paysan des Aurès dans la tourmente de la guerre.



CECILIA VALDÉS

C. Villaverde - 568 p. - La Découverte - 95 F

Ce roman est une fascinante fresque de Cuba au début du XIX^e siècle.

LES JACOBINS NOIRS

C.L.R. James - 376 p. - E. Carribéennes - 89 F

Une captivante étude sur une page peu connue d'histoire : la révolte de Toussaint Louverture.



A. Gresh, D. Vidal - 206 p. - E. Sociales - 85 F

Les origines et l'histoire du drame palestinien et des affrontements dans cette partie du monde.

UN HOMME A PART

G. Perrault - 586 p. - Barrault - 98 F

Par l'auteur de *L'orchestre rouge* et du *Pull over rouge*, une enquête sur Henri Curiel, personnalité controversée, assassiné dans de mystérieuses circonstances.

ILS ONT SEMÉ NOS LIBERTÉS

M. Ragon - 188 p. - Syros - 120 F
A travers photos et illustrations, 100 ans de l'histoire du syndicalisme français.

LES PALESTINIENS, UN PEUPLE

X. Baron - 556 p. - Sycomore - 129 F
La réédition, largement augmentée, d'un des meilleurs livres sur la question palestinienne.

ROUGET LE BRACONNIER

L. Oury - 330 p. - Temps Actuels - 85 F

Il y a une dizaine d'années, Louis Oury avait été l'auteur d'un des rares romans décrivant la condition ouvrière : *Les Prolos*. Cette fois-ci, il offre au lecteur un savoureux roman populaire situé durant le Second Empire.

LES PETITES ESPAGNES

J.P. Chabrol, C. Marti - 294 p. - Grasset - 85 F

L'écrivain et le chanteur nous disent leur pays.

LE SOURIRE DU CHAT

F. Maspero - 316 p. - Seuil - 79 F
Quand le fondateur de la célèbre maison d'édition se fait romancier.

Il y a cette année dix ans, une librairie s'installait au cœur d'un quartier populaire de Paris, à Belleville. Il est déjà rare de trouver des librairies hors de certains grands axes et centres, quelles que soient les villes, mais il est encore plus rare qu'elles choisissent de s'orienter plus particulièrement vers l'histoire du mouvement ouvrier français et le Tiers Monde.

S'il est vrai que dans les années qui suivirent 1968 un certain nombre de librairies « politiques » ouvrirent leurs portes, tant à Paris qu'en province, très peu subsistent encore, dont 3 ou 4 à Paris.

Si donc au terme de dix années, le bilan d'une librairie comme *Les Herbes sauvages* n'est pas totalement positif... crise oblige, il est néanmoins suffisamment satisfaisant pour lui laisser la possibilité d'un nouveau développement. Nouveau puisqu'à l'heure où paraîtra *Travailleurs*, la librairie quittera ses anciens locaux pour s'installer dans les immeubles neufs du bas-Belleville, sans rompre ainsi les liens qui, au fil des années, se sont créés avec le quartier et une clientèle plus lointaine mais fidèle.

Aujourd'hui, *Les Herbes sauvages* est une des plus importantes librairies chinoises de Paris, avec quelque 700 titres en français sur la Chine et près de 5 000 livres en chinois et, lorsqu'elle organise au centre socio-culturel du quartier une fête pour le Nouvel An chinois... près de 1 000 personnes y assistent. Si de gros efforts sont prévus dans ce domaine, la librairie entend toutefois rester fidèle à ses premiers choix.

Librairie *Les Herbes sauvages*, 12 Résidence Belleville - 5, rue de Belleville 75019 Paris - Tél. 241 46 40

Des la rentrée, la librairie publiera deux catalogues : *Chine et Asie du Sud-est* et *Connaissance du Tiers Monde*. Ecrire pour demander le catalogue de son choix.